



REPUBLIQUE DU BÉNIN



**MINISTÈRE À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE CHARGÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
DE MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT, DES OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES GRANDS TRAVAUX**



RAPPORT DE SUIVI DU PREMIER TRIMESTRE 2015

**Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la
réalisation des OMD au Bénin**

Juillet 2015

**MINISTÈRE À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE CHARGÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
DE MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT, DES OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES GRANDS TRAVAUX**


Direction de la Coordination et du Suivi des Politiques des OMD


**RAPPORT DE SUIVI DU PREMIER TRIMESTRE
2015 DU PLAN D' ACTIONS DE L' INITIATIVE 1000
JOURS POUR LA RÉALISATION DES OMD AU
BÉNIN**

« Qui ne suit rien, ne poursuit rien »

Le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD, opérationnalisé depuis, est maintenant à sa deuxième et dernière année de mise en œuvre.

Le présent rapport fait le point des progrès accomplis et donne l'occasion aux responsables de structures et différents coordonnateurs de projets et programmes, de partager les expériences et les enseignements tirés du processus de mise en œuvre du Plan d'Actions au cours du premier trimestre de l'année 2015.

La mise en œuvre de l'Initiative 1000 jours au titre du premier trimestre 2015 a été marquée par la régulation budgétaire qui s'est traduite par le retour des mandats de 2014. Toutefois, la culture du suivi, de l'anticipation et de la coordination acquise à travers le cadre d'accélération des OMD au cours de l'année 2014 a permis aux Ministères sectoriels de gagner quelques points de réalisations.

Dans l'optique d'opérer progressivement et en douceur la révolution des données, nous avons décidé, à l'issue de la première année de coordination et de suivi, de rénover et d'améliorer l'outil de suivi et de l'élargir à tous les Ministères par le biais d'une application web avec possibilité pour chaque Ministère de l'utiliser pour son suivi à l'interne. Ceci est une démarche d'anticipation des besoins en suivi en lien avec les ODD. Le développement de cet outil étant très avancé, cette année sera aussi une année de transition et d'appropriation du mécanisme de suivi rénové.

Pour finir, je voudrais exprimer notre gratitude et nos vifs remerciements à tous les Ministères impliqués dans la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours et témoigner la reconnaissance du Gouvernement du Bénin à la mission résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), notre partenaire stratégique dans le cadre des OMD. Nos remerciements vont également à tous les partenaires au développement qui appuient l'exécution dudit Plan conformément au Cadre d'accélération des OMD au Bénin.

Fulbert AMOUSSOUGA GERO

Ministre d'Etat à la Présidence de la République chargé de la Coordination
des Politiques de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire
pour le Développement, des Objectifs de Développement Durable et des Grands Travaux.

Sommaire

Sommaire	ii
Résumé Exécutif.....	v
Introduction	1
I. METHODOLOGIE DE SUIVI DU PLAN D’ACTIONS : un cadre de suivi renforcé	3
II. NIVEAU DE REALISATION DU PLAN D’ACTIONS DE L’INITIATIVE 1000 JOURS PAR OMD AU 31 MARS 2015	5
III. CORRESPONDANCE MATERIELLE DES REALISATIONS PHYSIQUES.....	15
IV. ANALYSE DES PERFORMANCES DES MINISTÈRES ET SECTEURS OMD	42
V. ANALYSE DES GOULOTS D’ÉTRANGLEMENT À LA MISE EN ŒUVRE DE L’INITIATIVE 1000 JOURS.....	51
VI. PROPOSITION DE RECOMMANDATIONS.....	53
Conclusion.....	55
Annexe	56
Annexe 1 : Lexique des éléments de suivi	57
Annexe 2 : Méthodologie de calcul des indicateurs de suivi du plan d’actions	58
Annexe 3 : Tableaux des taux d’exécution des interventions du Plan d’Actions.....	63
Annexe 4 : Liste des participants à l’atelier de Validation des données de suivi des interventions OMD.....	75
Table des matières	75

Liste des Tableaux

Tableau 0 : Ministères concernés par la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours	4
Tableau 1 : Prise en compte de l'Initiative 1000 jours dans le BGE (millions de FCFA)	5
Tableau 2 : Synthèse des taux d'exécution du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2015 par OMD	6
Tableau 3 : Synthèse des taux d'exécution du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2015 par OMD et par Ministère.....	7
Tableau 4 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MAEP	16
Tableau 5 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MCMEEJF	17
Tableau 6 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MEMP	18
Tableau 7 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MESFTPRIJ	18
Tableau 8 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MCAAT	22
Tableau 9 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du volet Paludisme.....	24
Tableau 10 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du volet Tuberculose.....	25
Tableau 11 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du volet VIH Assurer.....	25
Tableau 12 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MTPT	26
Tableau 13 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MEMIP.....	28
Tableau 14 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MECGCCRPNF	29
Tableau 15 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MUHA	32
Tableau 16 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MERPMEDER (Eau).....	37
Tableau 17 : Correspondance matérielle des réalisations physiques du MERPMEDER (Energie).....	38
Tableau 18 : Performance du MAEP	42
Tableau 19 : Performance du Ministère en charge de la Microfinance (MCMEEJF)	43
Tableau 20 : Performance du MEMP	43
Tableau 21 : Performance du Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire (MESFTPRIJ).....	44
Tableau 22 : Performance du MCAAT.....	45
Tableau 23 : Performance Ministère de la Santé, volet « Paludisme »	45
Tableau 24 : Performance du Ministère de la Santé, volet « Tuberculose ».....	46

Tableau 25 : Performance du Ministère de la Santé, volet « VIH Assurer ».....	46
Tableau 26 : Performance du Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT).....	47
Tableau 27 : Performance du MEMIP.....	47
Tableau 28 : Performance du Ministère en charge de l'environnement (MECGCCRPRNF) ..	48
Tableau 29 : Performance du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement (MUHA).....	48
Tableau 30 : Performance du MERPMEDER, secteur Eau.....	49
Tableau 31 : Performance du MERPMEDER (secteur Energie)	49
Tableau 32 : Synthèse des scores de performances.....	50
Tableau 33 : Occurrence des goulots par Ministère.....	52
Tableau 34 : Pondération associée aux Ministères par OMD.....	59
Tableau 35 : Niveau de réalisation des interventions du MAEP au 31 mars 2015	63
Tableau 36 : Niveau de réalisation des interventions du MCMEEJF au 31 mars 2015	64
Tableau 37 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 1 au 31 mars 2015.....	64
Tableau 38 : Niveau de réalisation des interventions du MEMP au 31 mars 2015	64
Tableau 39 : Niveau de réalisation des interventions du MESFTPRIJ au 31 mars 2015.....	66
Tableau 40: Niveau de réalisation des interventions du MCAAT au 31 mars 2015	67
Tableau 41 : Niveau de réalisation des interventions des OMD 2&3 au 31 mars 2015.....	67
Tableau 42 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 4 au 31 mars 2015.....	68
Tableau 43 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 5 au 31 mars 2015.....	68
Tableau 44 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 6 au 31 mars 2015.....	69
Tableau 45 : Niveau de réalisation des interventions du MTPT et du MEMIP au 31 mars 2015	71
Tableau 46 : Niveau de réalisation des interventions du MECGCCRPRNF et du MUHA au 31 mars 2015.....	71
Tableau 47 : Niveau de réalisation des interventions du MERPMEDER secteur EAU au 31 mars 2015.....	72
Tableau 48 : Niveau de réalisation des interventions du MERPMEDER secteur ENERGIE au 31 mars 2015	73
Tableau 49 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 7 au 31 mars 2015.....	74

Résumé Exécutif

1. Le présent rapport montre la contribution de chaque Ministère clé OMD à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement à travers la mise œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD. Il rend compte de l'exécution des actions prioritaires inscrites dans le Plan d'Actions au titre de l'année 2015.
2. Une démarche méthodologique participative en deux phases a été adoptée pour sa rédaction. La première phase a consisté au renseignement de l'application de suivi par les DPP et DRFM des Ministères clés OMD. Il s'agit pour les cadres de ces Ministères de produire la programmation des activités OMD puis de fournir l'information sur leur niveau d'exécution. La deuxième phase a consisté à obtenir des DPP, DRFM, coordonnateurs et autres, les explications complémentaires qui justifieraient les niveaux de performance réalisées et les correspondances matérielles obtenues avec ces niveaux de performance.
3. L'analyse de l'exécution financière du Plan d'Actions au titre du premier trimestre 2015 fait ressortir qu'un montant total de 26 357,50 millions FCFA a été ordonnancé au cours dudit trimestre, sur une dotation budgétaire prévisionnelle de 43 814,31 millions FCFA, soit environ un taux d'exécution financière sous revue de 60,16% et un taux d'exécution financière annuelle de 15,05%.
4. Ce taux d'exécution financière ne reflète pas la réalité des performances financières des Ministères du fait des réimputations sans report de crédit. En effet, ces réimputations sont estimées à 49,670 milliards FCFA, soit 13,93% des montants prévus pour l'année 2015 dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours. L'ordonnancement d'un quelconque montant pour l'exercice du Budget Général de l'Etat gestion 2015 étant subordonné à celui des montants réimputés sur la ligne budgétaire correspondante. Ces réimputations ont constitué un véritable goulot d'étranglement aux réalisations du premier trimestre de l'année 2015.

5. En termes de réalisation physique du Plan d'Actions, il est enregistré au 31 mars 2015, un taux d'exécution de 27,87% pour la période sous revue soit 6,74% des prévisions de l'année.

6. La comparaison entre les taux obtenus au 31 mars 2015 et ceux réalisés à la même date de 2014 fait ressortir une baisse de performance de 25,68 points et 24,94 points respectivement pour l'exécution financière et la réalisation physique du Plan d'Actions. Toutefois, les OMD 1 et 6 ont enregistré des niveaux de réalisation relativement supérieurs comparativement aux réalisations de la même période au titre de l'année 2014.

7. En ce qui concerne l'OMD1 : « **Éliminer l'extrême pauvreté et la faim** », bien que les interventions du MAEP n'aient pas encore connu un début de démarrage dans les rubriques de l'aménagement agricole et du financement, ses niveaux de réalisations sont meilleurs que ceux du Ministère en charge de la Microfinance. Les faibles niveaux de réalisation du Ministère en charge de la Microfinance s'expliquent par la non exécution de certaines activités au niveau de l'intervention B relative à la « facilitation d'accès à l'emploi » et le faible niveau de désagrégation des quelques tâches au niveau de la rubrique : « renforcement des capacités d'autonomisation ».

8. Pour l'OMD2 : « **Assurer l'éducation primaire universelle** » et l'OMD3 : « **Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes** », les faibles niveaux de réalisation physique résultent de la non disponibilité des ressources suite à la régulation budgétaire imposée par le Ministère de l'Économie et des Finances et de même que la fermeture du SIGFiP. Aussi, le dépassement des montants programmés par le Ministère en charge de l'enseignement secondaire n'a pas permis une amélioration significative du niveau d'exécution de cet OMD. Pour les OMD **4-5-6, relevant exclusivement du secteur de la santé**, les taux d'exécution financière et physique sont encore très faibles. Quant aux OMD 4 et 5, leurs exécutions financière et physique sont nulles au terme du premier trimestre 2015. Ces faibles niveaux d'exécution enregistrés par le secteur de la santé s'expliquent par la régulation budgétaire, traduite par le retour des mandats, qui a retardé l'élaboration du Plan de

Travail et Budget Annuel. A cela s'ajoute la contrainte des lettres de mission avant toutes opérations financières à contribuer à limiter aussi les performances de ce secteur.

9. L'OMD7 « *assurer un environnement durable* » enregistre de faibles taux d'exécution dans l'ensemble de ses secteurs au terme du premier trimestre 2015. Les performances critiques enregistrées au niveau du secteur de l'eau sont dues à la suspension du Programme Pluriannuel d'appui au secteur de l'Eau et d'Assainissement en milieu Rural (PPEA).

10. Au regard de l'analyse de la mise en œuvre du Plan d'Actions, au cours du premier trimestre de l'année 2015, un certain nombre de recommandations de politique se dégagent. Le rapport suggère deux grands groupes de recommandations. Des recommandations générales puis des recommandations spécifiques.

❖ De façon générale, le rapport recommande de :

- prendre les dispositions idoines pour que les lignes budgétaires concernant les activités de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD, faisant partie intégrante des lignes budgétaires protégées dans le Programme d'Actions Prioritaires (PAP), ne soient plus assujetties aux mesures de régulation budgétaire ;
- faire un lobbying auprès des PTFs pour la transmission rapide des avis de non objection et d'assouplir les procédures de décaissement ;
- rétablir l'ouverture de la plate-forme SIGFiP/FCB-PME¹ ;
- faire valider les PTA intégrés des Ministères clés OMD au plus tard fin janvier de chaque année ;
- prendre les dispositions afin d'avoir en place tous les acteurs (SGM, DRFM, DPP, CSE) sectoriels de la chaîne PPBS au plus tard fin décembre de l'année précédente ;
- promouvoir la proactivité au niveau des coordonnateurs de projets qui devront apprêter en fin d'année *n-1* les dossiers des projets à mettre en œuvre au cours de l'année *n*. Il s'agit notamment, des dossiers d'appel d'offres, du plan de passation des marchés et du plan de consommation des crédits ;

¹ Fonds Commun Budgétaire du Partenariat Mondial pour l'Education

- réduire et limiter la forte rotation aux postes de gestionnaire de projets et des postes associés afin de ne pas inscrire l'administration dans un cycle de perpétuel recommencement. En effet, les mutations/rotations récurrentes de poste des personnes ressources, qui ont été préalablement formées pour ces projets et ayant acquis des expériences considérables dans l'exercice de leur fonction, font ralentir le bon déroulement des projets ;
- ❖ De façon spécifique, le rapport recommande que :
 - Les interventions OMD ne soient pas sujettes à des réimputations ;
 - les Ministères sectoriels OMD considèrent la régulation budgétaire ou fermeture du SIGFiP et les problèmes en lien avec la chaîne de passation des marchés publics comme étant des contraintes afin de mieux anticiper leurs réalisations;
 - le Ministre en charge des Finances instruisse ses structures compétentes afin qu'elles renforcent la priorité accordée aux dépenses OMD. Des solutions claires de protection des dépenses liées aux OMD doivent être envisagées et partagées en Conseil des Ministres ;
- ❖ Enfin, le rapport recommande des missions de vérification de l'Inspection Générale des Finances et des missions de contrôle conjointes de la DGSPP, de la DSCPP et de la Cellule de Contrôle des projets et programmes de la Présidence de la République, afin de contrôler la bonne gestion financière et la matérialité des réalisations physiques.

Introduction

11. Le Secrétaire Général des Nations Unies a lancé le 4 avril 2013, l'Initiative 1000 jours pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici à 2015. Cette Initiative vise la consolidation des acquis et l'accélération des progrès pour l'atteinte des OMD, et appelle des actions urgentes en faveur des OMD et le respect des engagements des donateurs en matière d'aide. A cet effet, le Gouvernement de la République du Bénin, dans le cadre de l'opérationnalisation de ces engagements internationaux, a adopté le 16 octobre 2013, un Plan d'Actions intitulé « *Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD* », couvrant la période 2014-2015.

12. Ce Plan d'Actions présente un ensemble d'interventions à mener d'ici à 2015 afin d'atteindre ou d'approcher les différentes cibles des OMD. Ces interventions sont ciblées dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie et de l'eau, de l'assainissement, de l'autonomisation des femmes et des filles, de la pauvreté, de l'emploi et du cadre de vie. Elles sont en cohérence avec la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté SCRP (2011-2015) et sont déclinées en mesures clefs et activités prioritaires à mener.

13. Dans l'optique de consolider les acquis et d'accélérer la marche vers l'atteinte de tous les OMD, le Gouvernement du Bénin, à travers le Ministère à la Présidence de la République, chargé de la Coordination des Politiques de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), des Objectifs de Développement Durable (ODD) et des Grands Travaux a entrepris, depuis le premier trimestre 2014, le suivi rigoureux de l'exécution du Plan d'Actions.

14. Après la première année d'expérience de suivi dudit Plan d'Actions, le présent rapport élaboré marque le début de la deuxième et dernière année de mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD.

15. Ce rapport de suivi fait le point des résultats de la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au titre du premier trimestre de l'année 2015. Il est structuré autour de sept points à savoir : i) la méthodologie de suivi du Plan d'Actions ; ii) l'analyse de la programmation des interventions du Plan d'Actions dans le Budget Général de l'Etat (BGE) 2015 ; iii) le point de réalisation des actions au niveau de chaque OMD ; iv) l'analyse de la performance des Ministères et des secteurs OMD ; v) les taux d'exécution physique et leur correspondance matérielle ; vi) l'analyse des goulots d'étranglement à la mise en œuvre de l'Initiative au cours du premier trimestre 2015 et, enfin, vii) les propositions de recommandations.

I. METHODOLOGIE DE SUIVI DU PLAN D' ACTIONS : un cadre de suivi renforcé

16. La démarche méthodologique adoptée pour assurer le suivi du Plan d'Actions repose sur une approche participative qui a étroitement associé tous les départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre des actions et interventions retenues au niveau de chaque OMD.

17. Elle comprend deux grandes étapes : i) le suivi renforcé et participatif et ii) la validation des indicateurs calculés par le MPR/CP-OMD-ODD-GT et les Ministères clés OMD puis la justification des niveaux de ces indicateurs.

18. L'application de suivi du plan est une maquette qui permet de suivre l'exécution physique et financière des interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative et d'analyser la performance des différents Ministères concernés. Elle permet en outre d'identifier les principaux goulots et contraintes liés à la non-exécution des actions /activités/tâches. L'application est structurée autour de sept des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement. Chacune des actions est déclinée en interventions et « tâches/mesures ».

19. Le suivi des interventions concerne onze (11) Ministères comme présenté dans le tableau n°0 ci-après :

Tableau 0 : Ministères concernés par la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours

Objectifs	Ministères
OMD1	MAEP, MCMEEJF
OMD 2 et 3	MEMP, MESFTRIJ, MCAAT
OMD 4-5 et 6	MS
OMD 7	MUHA, MERPMEDER, MTPT, MEMIP, MECGCCRPRNF

Source : Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours, 2015

20. La méthode de calcul des différents taux sont en annexe. Les différentes interventions contenues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au Bénin ont été déclinées en tâches mères et les tâches mères en mesures et/ou tâches par les différents ministères concernés. Par ailleurs, il a été procédé, par chacun desdits Ministères, à la pondération des mesures et/ou tâches et des interventions dont la mise en œuvre relève du département ministériel, de manière à ce que:

- la somme des poids (en pourcentage) des tâches mère d'une intervention soit égale à 100% ;
- la somme des poids (en pourcentage) des mesures et/ou tâches d'une tâche mère soit égale à 100% ;
- la somme des poids (en pourcentage) des interventions d'un département ministériel soit égale à 100%.

II. NIVEAU DE REALISATION DU PLAN D' ACTIONS DE L' INITIATIVE 1000 JOURS PAR OMD AU 31 MARS 2015

2.1. Programmation des OMD dans le budget 2015

21. Depuis le début de l'année 2014, et dans le but de maintenir le Bénin dans la dynamique d'accélération des OMD, le Gouvernement s'attèle à l'opérationnalisation du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours en l'inscrivant, chaque année, dans le Budget Général de l'Etat (BGE). Pour cette deuxième et dernière année de mise en œuvre de ce Plan d'Actions, une dotation de 175,16142 milliards de francs CFA a été inscrite au Budget 2015, contre une prévision budgétaire de 356,460 milliards dans le Plan d'Actions, soit 49,14% des ressources prévues. Ce niveau de prise en compte des dépenses du Plan d'Actions dans le Budget 2015 est relativement inférieur à celui de l'année 2014 qui est de 55,26%. Initiative

Tableau 1 : Prise en compte de l'Initiative 1000 jours dans le BGE (millions de FCFA)

OMD	Montant prévu dans le Plan d'Actions de l'Initiative au titre de 2015	Montant prévu au BGE, Gestion 2015	Part relative
OMD1	30 321,00	22 845,38	75,35%
OMD2 & 3	98 995,00	56 106,19	56,68%
OMD4	4 674,00	4 237,04	90,65%
OMD5	0,00	2 936,37	-
OMD6	10 042,00	9 782,34	97,41%
OMD7	212 428,00	79 254,10	37,31%
ENSEMBLE OMD	356 460,00	175 161,42	49,14%

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

2.2. Situation de réalisation des Initiatives OMD au Bénin

22. L'analyse de l'exécution financière du Plan d'Actions fait ressortir qu'un montant total de 26 357,50 millions FCFA a été ordonnancé au premier trimestre de l'année 2015, sur une dotation budgétaire de 43 814,31 millions FCFA, prévue pour la même période, soit environ un taux d'exécution financière de 60,16% base trimestrielle et 15,05% base annuelle.

23. Par rapport à la réalisation physique du Plan d'Actions, il a été enregistré au 31 mars 2015, un taux d'exécution trimestrielle de 27,87% soit 6,74% base annuelle. Le tableau 2 ci-dessous présente la situation des niveaux d'exécution physique et financière par OMD.

Tableau 2 : Synthèse des taux d'exécution du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2015 par OMD

Interventions	Taux d'Exécution financière (%)				Taux d'Exécution physique (%)			
	1er trimestre 2014		1er trimestre 2015		1er trimestre 2014		1er trimestre 2015	
	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)	Base annuelle	Base trimestrielle (cible 100%)
OMD 1	5,48	44,17	35,28	80,06	17,52	127,62	18,67	56,11
OMD 2&3	28,55	91,10	25,90	58,81	17,06	65,99	5,56	17,47
OMD 4	54,48	98,57	0	0	0,64	13,13	0	0
OMD 5	0,06	0,28	0	0	0	0	0	0
OMD 6	2,38	11,22	3,88	42,05	5,58	50,58	6,52	47,78
OMD 7	15,02	90,02	4,28	48,87	14,31	59,52	9,70	45,85
PLAN D'ACTIONS	20,76	85,84	15,05	60,16	9,19	52,81	6,74	27,87

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

24. Globalement, le niveau d'exécution du plan au 31 mars 2015 est en baisse par rapport à son niveau à la même date au cours de l'année 2014. Au terme du premier trimestre 2014, le taux d'exécution financière et physique base trimestrielle était de 85,84% et de 52,81% respectivement. La comparaison entre les taux obtenus au 31 mars 2015 et ceux réalisés à la même date de 2014 fait ressortir des baisses de performance de 25,68 points et 24,94 points respectivement pour l'exécution financière et la réalisation physique du Plan d'Actions. Toutefois, des améliorations sont enregistrées au niveau des taux d'exécution base annuelle des OMD 1 et 6.

Tableau 3 : Synthèse des taux d'exécution du Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2015 par OMD et par Ministère

OMD/MINISTERE		Montant (en millions de FCFA)		Taux d'Exécution Financière (TEF) (%)		Taux d'Exécution Physique (TEP) (%)	
		Montant programmé	Montant ordonnancé	Base annuelle	Base trimestrielle	Base annuelle	Base trimestrielle
OMD 1	MAEP	8 547,36	7 551,54	44,91	88,58	26,22	74,53
	MICROFINANCE	1519,534	508,38	8,49	33,46	7,35	28,49
TOTAL OMD 1		10 066,89	8 059,91	35,28	80,06	18,67	56,11
OMD 2 & 3	MEMP	21 596,05	10 767,74	24,08	49,86	1,28	5,12
	MESFTPRIJ	3 048,20	3 743,383	35,82	122,81	11,08	32,50
	MCAAT	62,60	18,44	1,97	29,46	6,84	33,53
TOTAL OMD 2 & 3		24 706,85	14 529,56	25,90	58,81	5,56	17,47
OMD 4	SANTE INFANTILE	497,95	0	0	0	0	0
OMD 5	SANTE MATERNELLE	706,024	0	0	0	0	0
OMD 6	Lutte contre le VIH, le paludisme et d'autres maladies	902,235	379,348	3,88	42,05	6,52	47,78
TOTAL OMD SANTE		2106,209	379,348	2,24	18,01	2,17	15,93
OMD 7	MTPT	2599,922	1 694,37	7,71	65,17	18,40	55,84
	MEMIP	234,749	6,443	0,91	2,74	10,75	43,00
	ROUTES ET TRANSPORTS	2834,671	1 700,81	7,50	60,00	14,58	49,42
	MUHA	2343,5	1313,22	5,10	56,04	9,67	52,16
	MECGCCRPRNF	107,4	134,833	4,22	125,54	2,00	80
	ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	2450,9	1 448,05	5,00	59,08	5,84	66,08
	MERP MEDER (Eau)	1 518,04	210,913	1,11	13,89	8,45	29,89
	MERP MEDER (Energie)	130,749	28,897	0,34	22,10	9,68	49,09
TOTAL OMD 7		6 934,36	3 388,676	4,28	48,87	9,70	45,85
PLAN D' ACTIONS		43 814,31	26 357,50	15,05	60,16	6,74	27,87

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

2.3 Niveaux de réalisation des interventions de l'OMD 1

25. Afin de réduire l'extrême pauvreté et la faim à travers l'Initiative 1000 jours, un montant de 8 059,91 millions FCFA a été ordonnancé au 31 mars 2015 sur une dotation prévisionnelle de 10 066,89 millions FCFA, soit un taux d'exécution financière trimestrielle de 80,06%, et 35,28% base annuelle. Les exécutions physiques de l'OMD 1 s'établissent à 56,11% base

trimestrielle soit 18,67% des prévisions de l'année 2015. Il convient de rappeler qu'à la même date de 2014, les taux d'exécution financière et physique base trimestrielle affichaient respectivement 127,62% et 44,17%. Ce qui dénote, d'une part, une amélioration de performance de 35,89 points pour l'exécution financière et pour la réalisation physique une baisse de performance de 71,51 points d'autre part. Cette amélioration de performance financière au niveau de cet OMD comparativement à l'année passée est en partie dûe aux paiements de dettes par les Ministères sectoriels concernés suite aux retours des mandats. Les résultats actuels obtenus pour l'OMD 1 sont particulièrement attribuables aux réalisations satisfaisantes du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP).

26. En effet, le taux d'exécution financière annuelle du MAEP s'est établi à 44,91% soit 88,58% base trimestrielle pour une réalisation physique de 26,22% base annuelle, soit 74,53% base trimestrielle. La non atteinte des prévisions du trimestre sous revue par le MAEP est imputable aux faibles réalisations enregistrées au niveau des interventions B et D relatives respectivement à l'« Aménagement agricole et innovations technologiques » et le « Financement et marché ». Le taux d'exécution physique nul observé pour ces interventions est dû au fait qu'aucune activité n'a été jusque là, achevée.

27. Le Ministère en charge de la Microfinance a ordonnancé 33,46% des montants prévus pour le premier trimestre, soit un taux d'exécution financière de 8,49%, base annuelle. Sur le plan physique, il n'a réalisé que 28,49% des prévisions du premier trimestre, soit 7,35% des prévisions de l'année. Ce faible taux d'exécution physique est dû au fait que certaines tâches de l'intervention A « Renforcement des capacités d'autonomisation » ne sont pas suffisamment désagrégées et leur mise en œuvre complète nécessite beaucoup plus de temps. De plus, au niveau de l'intervention B « facilitation d'accès à l'emploi », à la suite de la mesure gouvernementale visant à mettre davantage des demandeurs d'emploi en stage, l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE) a concentré beaucoup plus son énergie sur la mise en œuvre du Programme d'Appui à l'Emploi Salarié (PAES) pour lequel le nombre de bénéficiaires a été triplé du jour au lendemain. De ce fait, certaines activités qui devraient être exécutées au premier trimestre n'ont pas été réalisées.

2.4 Niveaux de réalisation des interventions de l'OMD 2 et de l'OMD 3

28. Les interventions prévues dans le cadre de l'Initiative 1000 jours pour assurer l'éducation primaire à tous et éliminer les disparités entre sexes n'ont pas enregistré des taux d'exécution satisfaisants au premier trimestre de l'année 2015. Les taux d'exécution financière et physique base trimestrielle des OMD 2 et 3 affichent au 31 mars 2015, 58,81% et 17,47% respectivement. En base annuelle, ces taux d'exécution de la période sous revue équivalent respectivement 25,90% et 5,56%. Ces niveaux d'exécution affichaient au premier trimestre 2014, 91,10% et 65,99% respectivement, comme taux d'exécution financière et taux d'exécution physique base trimestrielle. La comparaison des taux actuels à ceux obtenus en 2014 pour la même période fait ressortir des baisses de performance de 32,29 points et 48,52 points respectivement pour l'exécution financière et la réalisation physique des OMD 2 et 3.

29. Le Ministère en charge de l'enseignement maternelle (MEMP) a enregistré un taux d'exécution financière base trimestrielle de 49,86%, soit 24,08% base annuelle ; contre un taux d'exécution physique base trimestrielle est de 5,12% ; soit 1,28% en base annuelle. C'est ce Ministère est celui qui a enregistré le plus faible taux d'exécution physique. En effet, des 17 interventions programmées par le MEMP, seule l'intervention A relative à l'« accroissement du taux net de scolarisation dans les communes ayant un taux inférieur à la moyenne nationale » a connu un taux exécution physique non nul qui est de 64% base trimestrielle, soit 16% base annuelle. Cette faible performance, par rapport aux prévisions, observée au niveau du MEMP s'explique notamment par la réimputation budgétaire qui n'a pas permis d'engager les dépenses réelles au titre du premier trimestre 2015.

30. Au niveau du Ministère en charge de l'enseignement secondaire, le taux d'exécution financière base trimestrielle est de 122,81% soit 35,82% base annuelle. Bien qu'il ait dépassé ses prévisions d'ordonnancement du premier trimestre, le MESFTPRIJ n'a matérialisé que 32,50% des prévisions d'exécution physique du trimestre ; soit un taux d'exécution physique annuelle de 11,08%.

31. Ces niveaux d'exécutions ont été portés par les réalisations satisfaisantes observées au niveau des interventions C, H, J et K. Les niveaux de réalisations seraient plus élevés si les

interventions G « Accroissement de l'accès à l'ETFP » et I « Développement des offres de formation professionnelle » avaient enregistré la même tendance d'exécution que leurs homologues suscités. Pour ces deux dernières interventions, notons qu'en dehors de la réimputation des titres retournés du trésor, les engagements de 2015 n'ont pas connu de démarrage à cause de la fermeture du SIGFiP. Il faut souligner que de façon générale, les niveaux d'exécution physique au MESFTPRIJ s'expliquent par la non disponibilité des crédits.

32. Pour ce qui est du Ministère en charge de l'alphabétisation, ses interventions ont enregistré un taux d'exécution financière base trimestrielle de 29,46%, soit 1,97% base annuelle pour une exécution physique trimestrielle de 33,53%, soit 6,84% base annuelle.

33. Ces résultats très insuffisants du MCAAT s'expliquent notamment par la non disponibilité des ressources des suites de la régulation budgétaire imposée par le Ministère en charge de l'Economie et des Finances. Par ailleurs, certaines tâches relatives au développement des opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés sont en cours de réalisation.

2.5 Niveaux de réalisation des interventions de l'OMD 4

36. Au terme du premier trimestre 2015, les interventions de l'OMD 4 n'ont pas connu de démarrage ; les taux d'exécution financière et physique sont alors nuls. A la même date en 2014, le taux d'exécution financière base trimestrielle était de 98,57% soit 54,48% base annuelle et le taux d'exécution physique trimestrielle de 13,13% soit 0,64% base annuelle.

37. La mesure de régulation budgétaire qui a retardé l'élaboration du Plan de Travail et du Budget Annuel relative à cet OMD serait la seule raison évoquée pour expliquer ces niveaux de réalisation au 31 mars 2015.

2.6 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 5

38. Aucun montant des ressources financières affectées aux interventions de l'OMD 5 n'a été ordonnancé à la fin du premier trimestre 2015. Ainsi, le taux d'exécution physique nul au niveau de cet OMD s'explique par le fait que les activités prévues au cours de ce trimestre

sous revue n'ont pas connu de démarrage. Il convient de rappeler qu'à la même date en 2014, seul le niveau d'exécution financière de cet OMD était non nul et correspondait à 0,28% base trimestrielle, soit 0,06% base annuelle.

39. Comme au niveau de l'OMD 4, la mesure de régulation budgétaire a empêché le démarrage des interventions de l'OMD 5.

2.7 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 6

40. Les interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour accélérer l'atteinte de l'OMD 6, consacré à la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA, ont enregistré, au 31 mars 2015, un taux de réalisation financière de 42,05% pour un taux d'exécution physique base trimestrielle de 47,78% dans la même base. Les taux base annuelle sont respectivement 6,52% et 3,88% pour l'exécution financière et physique. La comparaison entre les taux obtenus au 31 mars 2015 et ceux réalisés à la même date de l'année 2014 révèle une baisse de performance de 2,8 points pour la réalisation physique de l'OMD 6. Cependant, l'exécution financière de cet OMD a connu une augmentation de 30,83%. L'analyse des niveaux d'exécution des volets de l'OMD 6 cache des disparités.

43. Pour ce qui est des interventions du volet « VIH Assurer », elles ont enregistré, au 31 mars 2015, un taux d'exécution financière de 99,16% base trimestrielle soit et 7,02% base annuelle contre un taux d'exécution physique de 53,20% base trimestrielle, soit 5,2% base annuelle. Les taux d'exécution enregistrés dans ce volet sont portés par la réalisation de la totalité des prévisions financière et physique de l'intervention D relative au « Recrutement de personnels qualifiés pour les sites de prise en charge des PVVIH ».

44. Les interventions visant la maîtrise du paludisme et autres grandes maladies ont enregistré un taux d'exécution financière sous revue de 30,90% pour une réalisation physique sous revue de 58,28%. Les taux d'exécution financière et physique annuelle de ce volet sont de 3,07% et 8,62%. Ces taux d'exécution ont été portés par ceux du volet TUBERCULOSE.

45. Par ailleurs, les interventions du volet « Enrayer la propagation du VIH/Sida » n'ont pas connu de démarrage.

46. L'une des explications pertinentes de ces faibles niveaux d'exécution des volets de l'OMD 6 donnée par les acteurs du secteur est la régulation budgétaire, traduite par le retour des mandats, qui a retardé l'élaboration du Plan de Travail et du Budget Annuel.

2.8 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 7

47. Au titre du premier trimestre de l'année 2015, les interventions prévues dans le Plan d'Actions de l'Initiative 1000 jours pour assurer un environnement durable au Bénin ont enregistré un taux d'exécution financière de 48,87% au premier trimestre, ce qui ne représente que 4,28% des prévisions de l'année, contre un taux d'exécution physique de 45,85% base trimestrielle ; soit 9,70% des prévisions de l'année 2015. Ces mêmes niveaux d'exécution affichaient, au premier trimestre 2014, 90,02% et 59,52% respectivement taux d'exécution financière et physique base trimestrielle. Ce qui traduit une baisse de performance, au niveau de l'OMD 7 de 44,15 points et de 10,65 points respectivement pour l'exécution financière et physique par rapport au premier trimestre 2014.

48. Les faibles niveaux de réalisation de l'OMD 7 au 31 mars 2015 sont le reflet de ce qui a été effectué dans ses différents secteurs à savoir : (i) les routes et transports, (ii) l'environnement et cadre de vie, (iii) l'eau et (iv) l'énergie ».

49. En effet, au niveau des routes et transports, 60,00% des montants programmés ont été enregistré contre 49,42% des prévisions de réalisation physique au titre du premier trimestre. Ces niveaux de réalisation correspondent à un taux d'exécution financière annuel de 7,50%, et un taux d'exécution physique annuel de 14,58%

50. Le taux d'exécution financière base trimestrielle du volet environnement et cadre de vie est de 59,08% ; soit 5% des prévisions de l'année, tandis que le taux d'exécution physique base trimestrielle s'établit à 66,08% ; soit 5,54% des prévisions de l'année. .

51. Contrairement aux autres volets de l'OMD 7, les travaux prévus pour améliorer l'accès à l'eau potable au titre de l'année 2015 peinent à démarrer. Le taux d'exécution financière sous revue s'établit à 13,89%, équivalent à 1,11% des prévisions financières de l'année 2015. Quant au taux d'exécution physique, il affiche 29,89% base trimestrielle soit 8,45% base annuelle. La réalisation des trois premières interventions au niveau de l'eau n'a pas démarré du fait de la suspension du Programme Pluriannuel d'appui au secteur de l'Eau et d'Assainissement en milieu Rural (PPEA).

52. Les taux d'exécution financière trimestrielle et annuelle du secteur « Énergie » s'établissent respectivement à 22,10% et 0,34%. Par contre, à l'image du secteur des routes et transports, près de la moitié des prévisions de réalisations physiques a été concrétisée (49,09%) ; soit 9,68% des prévisions annuelles. Ce résultat enregistré au niveau du secteur énergie est imputable aux faibles niveaux de réalisation des interventions A « Développement de l'électrification rurale » et D « Renforcement du système d'information et de suivi évaluation ». Nombre de travaux relatifs à ces deux interventions n'ont pas encore effectivement démarré.

53. En effet, le niveau des réalisations du secteur des routes et transports est dû à l'effort conjugué du Ministère en charge des Travaux Publics et du Ministère en charge de l'Économie Maritime.

54. Les taux d'exécutions financière et physique base trimestrielle du MTPT sont respectivement de 65,17% et 55,84% ; ce qui correspond aux taux d'exécution financière et physique annuels de 7,71% et 18,40% respectivement.

55. Les faibles niveaux d'exécution physique du MTPT sont notamment dus au faible taux enregistré au niveau de l'intervention A « Réhabilitation de 10 300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou » qui affiche 25% base trimestrielle. Cette situation est due surtout à la demande de suspension de la procédure d'exécution des activités programmées par le Bailleur qui est la partie néerlandaise. Le faible taux d'exécution financière est le reflet du très bas niveau de réalisation financière de l'intervention B relative à l'acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin et de

l'intervention C relative à la poursuite et l'achèvement du désenclavement des localités de Sô-Ava, Grand-Popo et Aguégus. Les ressources sont déjà engagées et seront ordonnancées aux prochains trimestres.

56. Le MEMIP de son côté a ordonnancé 2,74% des montants prévus pour le premier trimestre, soit 0,91% des prévisions annuelles, pour concrétiser 43,00% des prévisions de réalisation physique du trimestre ; l'équivalent de 10,75% des prévisions de réalisation physique de l'année. Ces faibles niveaux de réalisation sont les conséquences du retard observé au niveau de la finalisation des études techniques complémentaires (APS, APD) sur les sites de Monka, Couffonou et Gangban-Kpokissa et au non paiement de la totalité des mandats retournés par le trésor.

57. Les réalisations du secteur de l'environnement et cadre de vie sont partagées entre le Ministère en charge de l'urbanisme et le Ministère en charge de l'environnement. Toutefois, le Ministère en charge de l'environnement se démarque nettement de son homologue au regard de ses réalisations.

58. Le Ministère en charge de l'environnement enregistre $\frac{1}{4}$ des montants prévus au premier trimestre, soit un taux d'exécution financière base trimestrielle de 125,54%. Ce taux représente les 4,22% des montants programmés pour l'année. Par contre, ledit Ministère réalise les $\frac{4}{5}$ (80%) des prévisions de réalisation physique du premier trimestre; soit 2% des prévisions annuelles. . Les taux d'exécution financière et physique du Ministère en charge de l'urbanisme s'établissent respectivement à 56,04% et 52,16% ; soit respectivement 5,10% et 9,67% base annuelle. Il faut souligner que la non atteinte des prévisions de réalisations fixées pour le premier trimestre est principalement due aux faibles taux de réalisation enregistré au niveau de l'intervention D « Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre » et dans une moindre mesure à l'intervention A « Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes ». Ces résultats approximatifs obtenus sont expliqués par la faible culture d'anticipation des coordonnateurs de projet et les retours de mandats émis en 2014.

III. CORRESPONDANCES MATERIELLES DES REALISATIONS PHYSIQUES

59. Les correspondances matérielles des réalisations physiques nous renseignent sur les biens/services publics effectivement produits ou rendus aux populations. Elles permettent de démocratiser les taux d'exécution physique et d'en rendre la lecture, la vérification et la contestation plus faciles par les différents acteurs et notamment, par les bénéficiaires. Il s'agit là d'un outil important pour renforcer la veille citoyenne et associer aussi bien les populations que les collectivités locales au suivi des dépenses en faveur des OMD.

3.1. Correspondances matérielles des réalisations physiques de l'OMD 1

3.1.1. Correspondances matérielles des réalisations physiques du MAEP

Tableau 4 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MAEP

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention A : Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires	52,50%				Mise en place de semences améliorées, amélioration variétale du maïs, démarrage de constructions de magasin de stockages, recherche développement en amélioration génétique, acquisition d'engrais minéraux, acquisition d'aliments pour animaux
Intervention B : Aménagements agricoles et sécurité foncière	0				Début de réhabilitation des infrastructures d'irrigation du périmètre irrigué de Malanville, début de construction de retenus d'eau, d'aménagement de terre
Intervention C : Mécanisation agricole et innovations technologiques	2,75%				Formation des promoteurs de Micro et Petites Entreprises et des Activités Génératrices de Revenus en technologies de production et recherche dans le domaine rizicole
Intervention D : Financement et marché	0				Appui à la mise en place de mécanismes de gestion du risque prix aux producteurs pour les filières à fort potentiel d'exportation (en cours)
Intervention E : Nutrition et sécurité alimentaire	22,00%				Institutionnalisation de l'ABSSA et du LCSSA afin

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
					d'améliorer l'application des règles de sécurité sanitaire des aliments et des normes de qualité, de traçabilité et de conditionnement des produits agricoles

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

NB : Les tâches au MAEP sont exécutées sont celles financées par les PTF, il est difficile d'avoir les informations sur les coûts unitaires et les prestataires

3.1.2 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MCMEEJF

Tableau 5 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MCMEEJF

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention A: Renforcement des capacités d'autonomisation	7%	–	–	M CPP (95 893)	29 683 bénéficiaires de M CPP ; 1 475 SFD ont été refinancés ; 175 bénéficiaires du FAAR ont été financé dans le secteur agricole. Toutefois, il faut noter que cette correspondance matérielle tient compte de toutes les sources de financement du FNM
Intervention B: Facilitation d'accès à l'emploi	7,70%	–	–	–	5250 bénéficiaires du Programme d'Appui à l'Emploi Salarié (PAES) sont mis en stage dans nos administrations

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.2 Correspondances matérielles des réalisations physiques de l'OMD 2 et 3

3.2.1 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MEMP

Tableau 6 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MEMP

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention A : Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarité	16,00%	DRFM/MEMP	7702 écoles ((43504 Classes autorisées)	150 000 par classe	Subvention

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.2.2 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MESFTPRIJ

Tableau 7 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MESFTPRIJ

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention A : Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable	9,40%	ORDIBAT		14 762 597/ Laboratoire de SVT équipé	<ul style="list-style-type: none"> • Des dettes sont payées aux entreprises ; • Des rapports de mission de suivi et de contrôle technique de chantier sont disponibles; • 100 tables et bancs sont fournis au CEG BELLEFOUNGOU ;

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
					<ul style="list-style-type: none"> • 100 tables et bancs sont fournis au CEG KO- KOUMOLOU, 80 tables à une place et 80 chaises sont fournis au Prythanée Militaire de Bembèrèkè ; • Les laboratoires de Toui (Ouèssè) et Houin (Lokossa) sont équipés en produits et matériels de SVT.
Intervention B : Allocation équitable du personnel enseignant	-				RAS
Intervention C : Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire	10,00%				Les TdR, l'arrêté et la fiche de financement sont déjà élaborés
Intervention D : Formation initiale et	40,00%				Les différents documents de base pour le transfert des fonds aux ENS sont élaborés.

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)					
Intervention E : Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences	6,56%				Paiement relatif à l'impression du programme de mathématiques 5 ^{ème} , Impression et relecture des programmes d'études maths
Intervention F: Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC	5%				Les TdR, l'arrêté et la fiche de financement sont déjà élaborés
Intervention G : Accroissement de l'accès à l'ETFP	6,85%				Les travaux de blocs administratifs des LT de Djougou, Bariénoù et Kandi, de l'atelier F3 de Djougou et du module de 4 salles de Bariénoù sont terminés et les réceptions

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
					techniques sont effectuées. Les BT sont envoyés au Trésor Deux missions de suivi et contrôle sont effectuées Les indemnités du 4 ^{iem} trimestre de 2014 sont payées au personnel du projet
Intervention H: Recrutement et formation des enseignants et formateurs à l'ETFP	15,00%				Règlement des dettes relatives à la diffusion de communiqué radio 2014
Intervention I: Développement des offres de formation professionnelle	2,00%				Des titres retournés du trésor ont été payés
Intervention J : Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements	5,00%				Les TdR, l'arrêté et la fiche de financement sont déjà élaborés
Intervention K :	47,50%				<ul style="list-style-type: none"> • Paiement relatif des produits

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général					alimentaires et produits d'entretien aux profits des Lycées de Jeunes Filles de Natitingou, de Parakou, d'Abomey et de Lokossa ; <ul style="list-style-type: none"> • Les élèves filles du 1^{er} cycle sont exonérées des frais d'inscription.
TOTAL	11,08%				

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.2.3 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MCAAT

Tableau 8 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MCAAT

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention C : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés	8,55	MCAAT/DPP MCAAT/DPLN	01	3 millions FCFA 13 millions FCFA	<ul style="list-style-type: none"> • la validation du manuel de procédures de production et de diffusion des statistiques de l'AEA ; • la Célébration de la Journée Internationale de la Langue Maternelle

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
			01		(JILM) ; <ul style="list-style-type: none"> • le démarrage de la campagne d'alphabétisation 2014-2015 et celui de la mise en œuvre de la stratégie du faire faire phase 2 qui est en cours. • 2631 centres d'alphabétisation sont ouverts au titre de cette campagne d'alphabétisation. ; • 29227 apprenants sont inscrits dans lesdits centres au démarrage de la campagne 2014-2015 ; l'acquisition d'un logiciel de comptabilité au profit du FAAELN.
Intervention L : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	0,00				Le travail intellectuel entrant dans le cadre de la conception des documents conceptuels des activités est en cours de réalisation

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.3. Correspondances matérielles des réalisations physiques de l'OMD 4

Pas de réalisations

3.4. Correspondances matérielle des réalisations physiques de l'OMD 5

Pas de réalisations

3.5 Correspondances matérielles des réalisations physiques de l'OMD 6

3.5.1 Correspondances matérielles des réalisations physiques du Ministère de la Santé (MS), volet santé paludisme

Tableau 9 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du volet Paludisme

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention A : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014					
Intervention B : Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an					
Intervention C : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	11,13%				

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.5.2 Correspondances matérielles des réalisations physiques du Ministère de la Santé (MS), volet santé tuberculose

Tableau 10 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du volet Tuberculose

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention B: Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs	9,5%				
Intervention C: Formation / recyclage chaque deux ans des prestataires des centres diagnostic de la tuberculose	13,33%				

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.5.3 Correspondances matérielles des réalisations physiques du Ministère de la Santé (MS), volet santé VIH assurer

Tableau 11 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du volet VIH Assurer

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des Prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention A : Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH	10%				
Intervention B : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologique des PVVIH	-				
Intervention C : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH	0				
Intervention D : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge des PVVIH	25%				

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.5.4 Correspondances matérielles des réalisations physiques du Ministère de la Santé (MS), volet santé VIH enrayer

Pas de réalisations

3.6 Correspondances matérielles des réalisations physiques de l'OMD 7

3.6.1 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MTPT

Tableau 12 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MTPT

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention A: Réhabilitation de 10 300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou	9,50%	MGN SARL	499,98 km	4 059 200	Location de salle et restauration dans le cadre de l'organisation des sessions ordinaires et extraordinaires du PASTR au titre de 2014
		AGROFAZ SARL		5 863 000	Acquisition de motos et accessoires (impermeables et casques) au profit du PASTR
		FONDS ROUTIER		1 200 000 000	Libération partielle de la contrepartie béninoise du PASTR

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention B: Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin	10,00%	KPOTON MOIBI		7 500 000	Mise en place de l'avance de régie au titre du 1er trimestre 2015
Intervention C: Poursuite et achèvement du désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégus	16,00%	DDTTP Atlantique-Littoral, Mono-Couffo et Ouémé-Plateau			Achèvement des travaux de désenclavement dans les localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégus
Intervention D: Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon	42,00%	FOR-WELL	Linéaire de 20 km réalisé	28 343 600	Travaux de réalisation d'un forage profond d'exploitation à Séhoue dans la base de l'Entreprise chinoise CREC dans le cadre de la réhabilitation Route Akassato-Bohicon, gestion 2014
				28 933 600	

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Total	18,4%				

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.6.2 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MEMIP

Tableau 13 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MEMIP

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention E & F : Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme	10,75%	EGIS INTERNATIONAL	Réalisation des études complémentaires (APS, APD) sur le site de Money		- Paiement d'une partie des mandats retournés par le trésor ; - Achat de biens et services ; - Réalisation d'études techniques complémentaires du site de Money ;
		Entrprise MAYARICK	Construction de deux (02) débarcadères (en cours)		- Rédaction et examen du rapport provisoire d'Avant-Projet Sommaire (APS) du site de Money ;
		ASSURANCE BTP	Contrôle des travaux de construction de		- Démarrage des travaux de construction de débarcadères sur deux (02) sites : Azowlissè

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
			débarcadère sur le site d'Azowlissè		et Gblonou ;
		ACL	Contrôle des travaux de construction de débarcadère sur le site de Gblonou		-Contrôle des travaux de débarcadères sur deux (02) sites : Azowlissè et Gblonou ; -Rédaction et examen du rapport de contrôle sur les deux (02) sites : Azowlissè et Gblonou.

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.6.3 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MECGCCRPRNF

Tableau 14 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MECGCCRPRNF

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intensification des actions de reboisement	2,00%	Structures décentralisées de la DGFRN (IF et Cantonnements)	1 500 000 plants		Production d'au moins 1 500 000 plants dans les Ecoles de formation professionnelle (Sékou, Kétou, INA, Adja Ouèrè, Natitingou, Akodéha, Kandi, Djougou) et dans les structures décentralisées de la DGFRN

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
		ONAB			<p>Appui aux organisations riveraines dans la commercialisation des sous-produits forestiers;</p> <p>*Appui aux organisations riveraines dans la valorisation des rémanents et autres sous produits;</p> <p>*Recyclage au profit des membres des COGEPAF, de coordination et de fédération et des groupements de femmes dans le cadre de l' appui à des organisations riveraines, aux communes, opérateurs privés et autres dans la mise en œuvre des plans d'aménagement Participatif Forestier</p>
		ONAB			<p>Appui aux populations et aux collectivités pour la protection des forêts dans le cadre d'amélioration de la participation des organisations riveraines et des communes dans la</p>

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
					protection des teckeraies et des forêts naturelles
		ONAB			*Organisation des patrouilles, des embuscades, des ratissages et des perquisitions; *Lutte contre le trafic illicite de produits forestiers au niveau des scieries installées ou non dans les zones riveraines; *Organisation et Suivi de l'opération araignée dans le cadre de l'amélioration de la protection des teckeraies et des forêts naturelles contre les coupes frauduleuses et le braconnage
		ONAB			Entretien du pare-feu sur 265,98 km
		ONAB			*Prospection et parcellisation des zones à reboiser; *Préparation de 400ha de sol dans le cadre de la mise en œuvre la

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
					politique du gouvernement en matière de la restauration et de reboisement des forêts et des plantations

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.6.4 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MUHA

Tableau 15 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MUHA

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention B : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes	9,04%	AGETUR-SA (Entreprise OMN/SOGEI)	1937 ml	596443	Construction à 85% de collecteur dans le bassin F à Djègan Daho dans le cadre de la mise en œuvre du projet de pavage de rues et d'assainissement dans la ville de Porto-Novo (tranche BOAD)

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
		AGETUR-SA (Entreprise RCB)	2600 ml à Kétou 10020 ml à Tchaourou		Construction de caniveaux à Kétou et Tchaourou dans le cadre de la mise en œuvre des travaux de pavage et d'assainissement de rues dans les villes ayant bénéficié de la 1ère phase de pavage de rues et d'assainissement dans les villes de Tchaourou, Savè et Kétou (Phase I)
		AGETUR-SA (Entreprises CMS, GGETONDJI & COMPANY, GEO CONSTRUCTION, GROUPEMENT BAWOO/CCEA)	3721 ml		Construction à 30% de caniveaux et de dalots à Kandi dans le cadre de la réalisation du projet de pavage et d'assainissement de rues à Kandi et Savalou et de construction d'un collecteur d'assainissement de crête à Bohicon
		LES ETOILES D'AFRIQUE	1700 ml	35286	Réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement des rues longeant le collecteur W1 dans le 2 ^{ème} arrondissement de Cotonou
		LES ETOILES D'AFRIQUE	2400 ml	24994	Rechargement de la pénétrante de Djidjè, rue RFU n° 711 et n° 709 dans le 6 ^{ème} Arrondissement de Cotonou

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
		GNDI Sarl	1300 ml	38846	Rechargement de 1100 ml sur la rue RFU n° 2939, n° 2946 + 200 ml de curage de caniveaux+ 500 ml de drainage de l'exutoire dans le 13 ^{ème} Arrondissement de Cotonou
Intervention B : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes	9,04%	DANIEL & FILS	2050 ml	34116	Réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de rues dans la ville de Bohicon (Rue Rail Gbangnikon/Carrefour kindji ; Rue Marché (Klouiklouisodji)/Loba photo (Voie quarante) ; Rue Centre féminin/Carrefour trois Nîmes)
		DANIEL & FILS	1300 ml	38431	Réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de la Rue HLAGBA-DENOU/ATCHA (Monastère) dans la ville de Zogbodomè
		ELIHOS-Group	1300 ml	38448	Réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de la Rue Marché Tindji et la bretelle rue de l'arrondissement Central de Zakpota
		LE SAVOIR FAIRE	1050	47605	Réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de 1 ^{ère} (RFU n°1808) et 2 ^{ème} (RFU n° 1810) rues après l'église de Sègbèya (Cotonou)
		VALDES &	1400	49903	Réalisation des travaux d'aménagement et de

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
		FRERES			rechargement des rues dans le quartier Akpakpa-Dodomè (Cotonou)
		MICRO ETOILE			Réalisation des travaux de réhabilitation de voies pavées et des ouvrages d'assainissement à Akpakpa (Cotonou)
		AGETUR-SA	3 096 ml réalisé au cours du premier trimestre 2015 sur les 8 600 ml au total	703 344	Réalisation à 96% des travaux de construction des collecteurs d'assainissement P, AA, W2 et Wbis et le pont de Fifadji (réceptions provisoires faites pour les collecteurs P de Fifadji et Wbis d'Akpakpa)
		AGETUR-SA	43 ml des 334 ml au total	10 131 033	Réalisation à 76% des travaux du pont de Fifadji (Le pont mesure 60 ml, les aménagements en pavés 274 ml et seront praticables fin juillet 2015)
Intervention C : Amélioration du système de gestion des déchets solides	12,40%	AGETUR-SA			Réalisation à 3% des travaux de construction des points de regroupement, centres de transfert (installation des entreprises ; des problèmes liées à

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
et des eaux usées					la disponibilité de certains sites persistent)
		AGETUR-SA	1	523 174 978	Réalisation à 70% des Plans Directeurs d'Assainissement des Eaux Usées de la conurbation de Cotonou (Cotonou, Abomey-Calavi et Sèmè-Podji) et de la ville de Porto-Novo
Intervention D: Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre	6,90%				Pas de réalisation tangible (TDR élaborés et sélections des entreprises au cours du premier trimestre 2015)

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.6.5 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MERPMEDER (eau)

Tableau 16 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MERPMEDER (Eau)

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention A : Augmentation du nombre de points d'eau	0,00%				
Intervention B : Accélération de la mise en œuvre de la GIRE	0,00%				
Intervention C : Renforcement des capacités des communes en tant que maîtres d'ouvrage et de leurs partenaires clés	4,00%				Assistance-conseil aux communes
Intervention E : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri-urbain	13,50%				<p>Les prestations de la Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sont en cours d'achèvement</p> <p>Les prestations de la Mission de maîtrise d'œuvre sont en cours d'achèvement</p> <p>Les travaux d'équipement des forages et de télégestion sont achevés. Le contrat d'achèvement est en cours de préparation.</p> <p>Les travaux de construction du château et d'extension des réseaux d'eau se poursuivent dans le cadre du renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de</p>

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
					Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bantè. Les équipements électromécaniques sont en cours de livraison.
Intervention F : Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et périurbaine à l'eau potable par les branchements à coût réduit	20,00				La facture d'avance de démarrage de l'entreprise devant fournir les matériels est ordonnancée.

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

3.6.6 Correspondances matérielles des réalisations physiques du MERPMEDER (energie)

Tableau 17 : Correspondances matérielles des réalisations physiques du MERPMEDER (Energie)

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention A : Développement de l'électrification rurale	2,50%				<ul style="list-style-type: none"> recrutement du Bureau d'études chargé du contrôle et de la supervision des travaux

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
					<p>d'électrification des 67 localités rurales (BIDC 2) est fait;</p> <ul style="list-style-type: none"> • poursuite des travaux d'électrification par raccordement au réseau conventionnel des localités de Singré, Amadana, Bérouboué, Gounarou et Gouandé suit son cours; • poursuite des travaux d'électrification des localités de Barienou, Toléhoudji, Tantéga-Tétonga, Dérassi, Guessou-Bani et Sikki.
<p>Intervention B: Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine</p>	7,50%				<ul style="list-style-type: none"> • paiement des décomptes relatifs aux travaux de renforcement et extension des réseaux électriques dans les localités urbaines du Bénin ; • réalisation des travaux de renforcement du réseau de

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
					<p>distribution de la SBEE dans les villes de Cotonou, Porto-Novo, Sakété, Allada, Bohicon, Parakou et Natitingou ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • supervision des travaux de renforcement du réseau de distribution de la SBEE.
<p>Intervention C: Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz</p>	<p>25,00%</p>				<ul style="list-style-type: none"> • organisation sur le terrain de la mise en œuvre des actions de promotion de 8000 équipements de cuisson à gaz et 5000 foyers NANSU à Cotonou et Abomey-Calavi ; • organisation sur le terrain de la mise en œuvre des actions de promotion de 4000 équipements de cuisson à gaz à Bohicon et Abomey.

Interventions	Taux d'exécution physique annuel	Identification ou noms des prestataires (Nom et contact)	Quantités des prestations	Coûts Unitaires moyens des prestations	Correspondances matérielles
Intervention D: Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	2,75%				

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

IV. ANALYSE DES PERFORMANCES DES MINISTÈRES ET SECTEURS OMD

60. Les taux d'exécutions financières et physiques devraient être suffisants pour analyser la performance des différents Ministères clés OMD. Cependant, l'expérience du suivi de l'année 2014 a révélé quelques difficultés dans la prise en charge et l'implémentation de la méthodologie « Taux d'Exécution Physique » (TEP). Afin de minimiser l'effet de ces dysfonctionnements dans l'analyse de l'efficacité des Ministères, nous avons procédé au calcul d'un score de performance qui renseigne sur le degré d'atteinte des objectifs en termes d'exécution physique, la cible étant de 100%. Le score de performance indique donc le niveau d'atteinte des objectifs en termes de « tâches/mesures » prévues par le Ministère dans la période sous revue.

4.1 Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)

61. Le score de performance du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche affiche 43,68% au premier trimestre 2015, soit en moyenne 4 activités réalisées sur 10 (tableau 18). Le taux d'exécution physique base trimestrielle relativement élevé (74,53%) témoigne de l'importance des activités réalisées. À l'exception des interventions A et B qui n'ont pas connu de réalisation, le MAEP a quasiment effectué la moitié des activités programmées pour chacune de ces trois autres interventions.

Tableau 18 : Performance du MAEP

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A : Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires	62,50%
Intervention B : Aménagements agricoles et sécurité foncière	0,00%
Intervention C : Mécanisation agricole et innovations technologiques	40,00%
Intervention D : Financement et marché	0,00%
Intervention E : Nutrition et sécurité alimentaire	50,00%
TOTAL MAEP	43,68%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP du MAEP

4.2 Ministère en charge de la Microfinance (MCMEEJF)

62. Le Ministère en charge de la microfinance a obtenu à la fin du premier trimestre de l'année 2015 un score de performance de 24,72% (tableau 19 ci-après). Le faible taux d'exécution physique base trimestrielle (28,49%) confirme la contre-performance du Ministère dans ce secteur. Le Ministère en charge de la Microfinance devra donc redoubler d'efforts dans les trimestres à venir pour pouvoir respecter les prévisions de l'année 2015

Tableau 19 : Performance du Ministère en charge de la Microfinance (MCMEEJF)

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A: Renforcement des capacités d'autonomisation	25,00%
Intervention B: Facilitation d'accès à l'emploi	24,44%
TOTAL MCMEEJF	24,72%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP du MCMEEJF

4.3 Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire (MEMP)

63. Au 31 mars 2015, le score de performance du Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire (MEMP) s'est établi à 0,5% tandis que son taux d'exécution physique base trimestrielle est de 5,12%. Compte tenu de cette performance presque nulle, des mesures hardies doivent être prises par le MEMP pour rattraper ce retard au cours du second trimestre.

Tableau 20 : Performance du MEMP

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A : Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarité	6,25%
Intervention B : Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif	0,00%
Intervention C : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrer à l'école	0,00%
Intervention D : Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants	0,00%
Intervention E : Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire	0,00%
Intervention F : Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés	0,00%
Intervention G : Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement	0,00%
Intervention H : Rendre disponibles et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques	0,00%
Intervention I : Promouvoir le bien-être en milieu scolaire	0,00%

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention J : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	0,00%
Intervention K : Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement	0,00%
Intervention L : Organiser les examens de fin de cycle	0,00%
Intervention M : Améliorer la gestion pédagogique	0,00%
Intervention N : Améliorer la gestion financière	0,00%
Intervention O : Améliorer la gestion des ressources humaines	0,00%
Intervention P : Renforcer le pilotage du système	0,00%
Intervention Q : Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire	0,00%
TOTAL MEMP	0,50%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP du MEMP

4.4 Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire (MESFTPRIJ)

64. Le score de performance du Ministère en charge de l'enseignement secondaire affiche 32,89% pour le compte du premier trimestre 2015. Il est pratiquement proportionnel au taux d'exécution physique sous revue qui est de 32,50%. Cependant, le Ministère MESFTPRIJ est largement en retard par rapport à sa programmation.

Tableau 21 : Performance du Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire (MESFTPRIJ)

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A : Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable	35,71%
Intervention B : Allocation équitable du personnel enseignant	100,00%
Intervention C : Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire	66,67%
Intervention D : Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)	33,33%
Intervention E : Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences	33,33%
Intervention F : Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC	33,33%
Intervention G : Accroissement de l'accès à l'ETFP	15,34%
Intervention H : Recrutement et formation des enseignants et formateurs	100,00%
Intervention I : Développement des offres de formation professionnelle	20,00%
Intervention J : Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements	100,00%
Intervention K : Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général	42,86%
TOTAL MESFTPRIJ	32,89%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP du MESFTPRIJ

4.5 Ministère en charge de l'Alphabétisation (MCAAT)

65. Le Ministère en charge de l'alphabétisation réalise moins de 2 activités sur 10 programmées (16,55%). Ce faible score de performance est le reflet de la petitesse du taux d'exécution physique base trimestrielle (33,53%) du Ministère.

Tableau 22 : Performance du MCAAT

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention C : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés	20,69%
Intervention L : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	0%
TOTAL MCAAT	16,55%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP du MCAAT

4.6 Ministère de la Santé

66. Aucune activité relative aux volets santé maternelle, santé infantile et VIH-Enrayer n'a été réalisée au premier trimestre de l'année 2015. Compte tenu de l'importance de ses secteurs pour l'amélioration des indicateurs de santé, les différentes parties prenantes devront unir leurs efforts pour le démarrage effectif des activités au second semestre.

4.6.1 Volet « Paludisme »

67. Le score de performance du MS au niveau du volet « Paludisme » s'est établi à 22,41% au 31 mars 2015 ; soit en moyenne 2 activités réalisées sur 10 programmées. Cette performance est proportionnelle au taux d'exécution physique sous revue (24,14%); preuve de la contre-performance enregistrée dans le secteur.

Tableau 23 : Performance Ministère de la Santé, volet « Paludisme »

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014	0,00%
Intervention B : Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an	0,00%
Intervention C : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	40,74%
TOTAL PALUDISME	22,41%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP/Ministère Santé

4.6.2 Volet « Tuberculose »

68. Au niveau du volet « Tuberculose », toutes les activités programmées ont été réalisées. Le MS est appelé à continuer dans cette dynamique afin de réaliser tout ce qui est prévu pour l'année 2015.

Tableau 24 : Performance du Ministère de la Santé, volet « Tuberculose »

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A : Réalisation en 2014 de l'enquête d'incidence, de prévalence et de mortalité liée à la tuberculose dans la population générale	–
Intervention B : Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs	100%
Intervention C : Formation/recyclage chaque deux ans des prestataires des centres diagnostic de la tuberculose	100%
Intervention D : Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins et des laboratoires de certains centres de diagnostic et les magasins de stockage des médicaments antituberculeux de niveau intermédiaire du programme	–
Intervention E : Rendre fonctionnel l'état civil pour disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au sein de la population	–
TOTAL TUBERCULOSE	100,00%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP/Ministère Santé

4.6.3 Volet « VIH Assurer »

69. Le score de performance du Ministère de la Santé au niveau du volet « VIH Assurer » est de 19% au terme du premier trimestre de l'année 2015 ; soit environ 2 activités réalisées sur 10 programmées. Cependant le taux d'exécution physique sous revue du secteur est de 53,20%. Les activités réalisées sont par conséquent d'une grande importance pour l'atteinte des objectifs que le MS s'est fixé pour le premier trimestre.

Tableau 25 : Performance du Ministère de la Santé, volet « VIH Assurer »

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A : Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH	33,33%
Intervention B : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologique des PVVIH	0,00%
Intervention C : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH	0,00%
Intervention D : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge des PVVIH	100,00%
TOTAL "VIH ASSURER"	19,00%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP/Ministère de la Santé

4.7 Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT)

70. Le score de performance du MTPT s'est établi à 38,71% à la fin du premier trimestre tandis que son taux d'exécution physique est de 55,84%. Une performance très insuffisante que le Ministère est appelé à corriger les trimestres à venir.

Tableau 26 : Performance du Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT)

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A: Réhabilitation de 10"300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou"	14,81%
Intervention B: Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin"	50,00%
Intervention C: Poursuite et achèvement du désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégoués"	60,00%
Intervention D: Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon"	57,14%
TOTAL MTPT	38,71%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP du MTPT

4.8 Ministère en charge de l'Economie Maritime (MEMIP)

71. Le MEMIP obtient un score de performance de 16% et capitalise 49,42% des prévisions de réalisation physique du premier trimestre. Le MEMIP a donc achevé quelques activités prioritaires qui sont programmées au premier trimestre.

Tableau 27 : Performance du MEMIP

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention E & F : Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme	16,00%
TOTAL MEMIP	16,00%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP du MEMIP

4.9 Ministère en charge de l'Environnement (MEGCCRPNF)

72. Le score de performance et le taux d'exécution sous revue du Ministère en charge de l'Environnement sont égaux à 80%. Avec quelques efforts supplémentaires, le MEMIP pourra rattraper le retard dans sa réalisation au second trimestre.

Tableau 28 : Performance du Ministère en charge de l'Environnement (MECGCCRPRNF)

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A : Intensification des actions de reboisement	80,00%
TOTAL MECGCCRPRNF	80,00%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP du MECGCCRPRNF

4.10 Ministère en charge de l'Urbanisme (MUHA)

73. Le MUHA a achevé la moitié des activités programmées pour le premier trimestre ; son score de performance est de 50,13%. Son taux d'exécution physique sous revue est de 52,16%. L'effort qui reste à fournir pour rattraper le retard dans la programmation est équivalent à ce qui a été fait au premier trimestre. Le MUHA devra subséquemment multiplier ses actions pour respecter les programmations de 2015.

Tableau 29 : Performance du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement (MUHA)

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention B : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes	49,24%
Intervention C : Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées	65,00%
Intervention D : Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre	18,75%
TOTAL MUHA	50,13%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP du MUHA

4.11 Ministère en charge de l'Énergie et de l'Eau (MERPMEDER)

4.11.1 Secteur de l'Eau

74. Le volet **eau** du MERPMEDER a connu un score de performance de 34,64% qui est supérieur à son taux d'exécution physique sous revue (29,89%). Ce sont donc les activités élémentaires parmi ceux qui sont programmées qui ont été réalisées. De grands défis restent à relever si le MERPMEDER prévoit respecter les prévisions.

Tableau 30 : Performance du MERPMEDER, secteur Eau

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A : Augmentation du nombre de points d'eau	0,00%
Intervention B : Accélération de la mise en œuvre de la GIRE	0,00%
Intervention C : Renforcement des capacités des communes en tant que maîtres d'ouvrage et de leurs partenaires clés	20,00%
Intervention E : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri-urbain	66,67%
Intervention F : Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et périurbaine à l'eau potable par les branchements à coût réduit	50,00%
TOTAL EAU	32,00%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP/MERPMEDER

4.11.2 Secteur de l'Énergie

75. Au niveau du secteur « Énergie », le MERPMEDER a enregistré une performance de 34,64% qui est un peu en dessous du taux d'exécution physique sous revue du secteur (49,09%). Ces chiffres qui sont en dessous de la moyenne montrent que la majeure partie des prévisions du premier trimestre reste à être rattrapée.

Tableau 31 : Performance du MERPMEDER (secteur Énergie)

INTERVENTIONS	Premier trimestre
Intervention A : Développement de l'électrification rurale	33,33%
Intervention B : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine	66,67%
Intervention C : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	25,00%
Intervention D : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	42,86%
TOTAL ENERGIE	34,64%

Source : DCSP-OMD sur la base des données de la DPP/MERPMEDER

76. En définitive, les performances des différents Ministères sectoriel impliqués dans la mise en œuvre de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD est relativement faible au premier trimestre de l'année 2015 (tableau 32). Sur les 17 secteurs concernés impliquant onze Ministères, sept ont enregistré une performance médiocre ou nulle. Il s'agit des secteurs relatifs à l'enseignement maternel (0,5%), à l'alphabétisation (16,55%), aux volets santé infantile (0%), santé maternel (0%), VIH assurer (19,00%) et VIH enrayer (0%) du Ministère de la Santé et enfin au secteur de l'économie maritime (16%). Six secteurs ont connu une

performance très insuffisante : le secteur de la microfinance et de l'emploi des jeunes (24,72%), le secteur de l'enseignement secondaire (32,89%), le secteur de l'eau (32%), le secteur de l'énergie (34,64%), le secteur des travaux publics (38,71) et enfin le volet paludisme (22,41%) du Ministère de la Santé. La performance du secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (43,68%) est insuffisante et celle enregistrée par le secteur de l'urbanisme est moyenne (50,13%). Seulement deux secteurs ont enregistré une bonne performance : le secteur en charge de la tuberculose (100%) et le secteur de l'environnement (80%).

Tableau 32 : Synthèse des scores de performances

Ministères	Score de performance premier trimestre 2015	Observations
MAEP	43,68%	Performance insuffisante
MCMEEJF	24,72%	Performance très insuffisante
MEMP	0,5%	Piètre Performance
MESFPRIJ	32,89%	Performance très insuffisante
MCAAT	16,55%	Performance médiocre
MS (INFANTILE)	0%	Performance nulle
MS (MATERNELLE)	0%	Performance nulle
MS (TUBERCULOSE)	100%	Bonne Performance
MS (PALUDISME)	22,41%	Modique médiocre
MS (VIH Assurer)	19,00%	Performance médiocre
MS (VIH Enrayer)	0%	Performance nulle
MUHA	50,13	Performance Moyenne
MERPMEDER (EAU)	32,00	Performance très insuffisante
MERPMEDER (ENERGIE)	34,64	Performance très insuffisante
MTPT	38,71	Performance très insuffisante
MEMIP	16,00	Performance médiocre
MECGCCRPNF	80%	Bonne Performance

Source : DCSP-OMD, 2015

V. ANALYSE DES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT À LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 1000 JOURS

77. Les goulots d'étranglement internes et/ou externes aux Ministères limitent leur performance globale et ralentissent la mise en œuvre des interventions. Il est donc indiqué de les identifier afin d'envisager des solutions accélératrices appropriées. Dans cette perspective, il a été procédé à l'identification puis à l'analyse des goulots d'étranglement qui ont freiné la bonne exécution des activités des Ministères au cours du premier trimestre de l'année 2015.

78. De fortes contraintes ont globalement limité la mise en œuvre de l'Initiative 1000 jours pour les OMD au premier trimestre 2015. Il s'agit des mesures de régulation budgétaire du Ministère en charge des finances qui se sont matérialisées par le retour des mandats de l'année 2014 d'une part et des procédures complexes en lien avec la passation des marchés publics d'autre part.

79. Ces mesures de régulation ont engendré des problèmes de décaissement de ressources et la fermeture du SIGFiP. Ainsi, les problèmes de décaissement de ressources ont retardé le bon déroulement des activités des six Ministères à savoir : le MAEP, le MEMP, le MTPT, le MCAAT, le MUHA, et volet eau du MERPMEDER. De son côté, la fermeture du SIGFiP a entravé le bon déroulement des activités des sept Ministères qui sont : le MAEP, le MEMP, le MCAAT, le MESFTPRIJ, le MEMIP, le MECGCCRPRNF, et le volet énergie du MERPMEDER.

80. Quant aux problèmes au niveau de la chaîne de passation des marchés, ils ont perturbé la réalisation des activités des ministères tels que : le MTPT, le MUHA et le volet Energie du MERPMEDER ont connu des problèmes au niveau de la chaîne de passation des marchés.

82. Les secteurs relevant du domaine de la santé, à l'exception du secteur relatif au paludisme n'ont pas rencontré de goulot d'étranglement dans leurs réalisations. Il s'agit des volets santé infantile, santé maternelle, VIH-Assurer, VIH-Enrayer et tuberculose. De plus, pour le compte des interventions du paludisme, un arrêté de mise en œuvre n'a pas été signé, ce qui retarde les réalisations.

Tableau 33 : Occurrence des goulots par Ministère

Interventions	Problème au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP)	Problème au niveau du contrôle financier	Grève	Problème au niveau du décaissement de ressources	Fermeture SIGFIP	Problème Institutionnel (Coordination)	Retard dans la délégation des crédits	Autre (à préciser)	Rien à signaler (RAS)
MAEP	0,00%	0,00%	0,00%	69,23%	30,77%	0,00%	0,00%	0,00%	78,21%
MCMEEFJF	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	52,83%	78,42%
MEMP	25,00%	0,00%	0,00%	50,00%	25,00%	0,00%	0,00%	0,00%	90,50%
MCAAT	0,0%	0,0%	0,0%	26,67%	53,3%	0,00%	0,00%	20,00%	84,59%
MESFTPRIJ	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	50,00%	0,00%	0,00%	50,00%	93,81%
SANTE INFANTILLE	0	0	0	0	0	0	0	0	100
SANTE MATERNELLE	0	0	0	0	0	0	0	0	100
VIH ASSURER	0	0	0	0	0	0	0	0	100
VIH ENRAYER	0	0	0	0	0	0	0	0	100
PALUDISME	0	0	0	0	0	0	0	100	0
TUBERCULOSE	0	0	0	0	0	0	0	0	100
MTPT	65,22	0	0	4,35	0	0	0	30,43	0
MEMIP	0,00%	0,00%	0,0%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	98,00%
MUHA	16,73%	0,53%	0,00%	12,50%	0,00%	0,00%	0,00%	1,59%	89,91%
MECGCCRPNF	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	69,23%	0,00%	0,00%	30,77%	41,18%
EAU	0,00%	0,00%	0,00%	20,31%	0,00%	0,00%	0,00%	39,69%	43,23%
ENERGIE	22,40%	3,13%	0,00%	0,00%	6,25%	6,25%	0,00%	9,90%	56,25%

Source : DCSP-OMD, sur base des données des Ministères sectoriels

VI. PROPOSITION DE RECOMMANDATIONS

34. Au regard de l'analyse de la mise en œuvre du Plan d'Actions, au cours du premier trimestre de l'année 2015, un certain nombre de recommandations de politique se dégagent. Le rapport suggère deux grands groupes de recommandations. Des recommandations générales puis des recommandations spécifiques.

❖ De façon générale, le rapport recommande de :

- prendre les dispositions idoines pour que les lignes budgétaires concernant les activités de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD, faisant partie intégrante des lignes budgétaires protégées dans le Programme d'Actions Prioritaires (PAP), ne soient plus assujetties aux mesures de régulation budgétaire ;
- faire un lobbying auprès des PTFs pour la transmission rapide des avis de non objection et d'assouplir les procédures de décaissement ;
- rétablir l'ouverture de la plate-forme SIGFiP/FCB-PME² ;
- faire valider les PTA intégrés des Ministères clés OMD au plus tard fin janvier de chaque année ;
- prendre les dispositions afin d'avoir en place tous les acteurs (SGM, DRFM, DPP, CSE) sectoriels de la chaîne PPBS au plus tard fin décembre de l'année précédente ;
- promouvoir la proactivité au niveau des coordonnateurs de projets qui devront apprêter en fin d'année *n-1* les dossiers des projets à mettre en œuvre au cours de l'année *n*. Il s'agit notamment, des dossiers d'appel d'offres, du plan de passation des marchés et du plan de consommation des crédits ;
- réduire et limiter la forte rotation aux postes de gestionnaire de projets et des postes associés afin de ne pas inscrire l'administration dans un cycle de perpétuel recommencement. En effet, les mutations/rotations récurrentes de poste des personnes ressources, qui ont été préalablement formées pour ces projets et ayant

² Fonds Commun Budgétaire du Partenariat Mondial pour l'Education

acquis des expériences considérables dans l'exercice de leur fonction, font ralentir le bon déroulement des projets ;

- ❖ De façon spécifique, le rapport recommande que :
 - Les interventions OMD ne soient pas sujettes à des réimputations ;
 - les Ministères sectoriels OMD considèrent la régulation budgétaire ou fermeture du SIGFiP et les problèmes en lien avec la chaîne de passation des marchés publics comme étant des contraintes afin de mieux anticiper leurs réalisations;
 - le Ministre en charge des Finances instruit ses structures compétentes afin qu'elles renforcent la priorité accordée aux dépenses OMD. Des solutions claires de protection des dépenses liées aux OMD doivent être envisagées et partagées en Conseil des Ministres ;
- ❖ Enfin, le rapport recommande des missions de vérification de l'Inspection Générale des Finances et des missions de contrôle conjointes de la DGSP, de la DSCPP et de la Cellule de Contrôle des projets et programmes de la Présidence de la République, afin de contrôler la bonne gestion financière et la matérialité des réalisations physiques.

Conclusion

83. Suite à l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies en faveur d'actions urgentes et prioritaires pour l'atteinte des OMD, le Gouvernement de la République du Bénin s'est impliqué fortement dans l'opérationnalisation de l'Initiative, par l'adoption d'un Plan d'Actions ciblées, étendu sur le biennal 2014-2015. La mise en œuvre diligente et efficace de ce plan permettra d'atteindre ou d'approcher un grand nombre de cibles des OMD d'ici 2015.

84. L'analyse de l'exécution financière du Plan d'Actions fait ressortir qu'un montant total de 26 357,50 millions FCFA a été ordonnancé au premier trimestre de l'année 2015, sur une dotation budgétaire de 43 814,31 millions FCFA, prévue pour la même période, soit environ un taux d'exécution financière de 60,16% base sous revue et 15,05% base annuelle. Par rapport à la réalisation physique du Plan d'Actions, il a été enregistré au 31 mars 2015, un taux d'exécution de 27,87% base sous revue soit 6,74% base annuel.

85. Au regard de ces résultats, il est important que sous le leadership de chaque Ministre sectoriel, la dynamique de progrès soit accélérée au cours des autres trimestres de l'année 2015 ; dernière année d'exécution des interventions OMD prévues dans le Plan d'Actions qui coïncide avec l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement.



Annexe

Annexe 1 : Lexique des éléments de suivi

Expressions, Termes	Définition, Signification
Période sous revue	Période de temps sur lequel court le suivi (partant du début de l'opération de suivi à l'instant actuel de production des indicateurs de suivi)
Poids d'un goulot d'étranglement pour une Intervention	Le Poids d'un goulot d'étranglement PG(I) pour une Intervention I donnée est le rapport du nombre de fois que ce goulot a retardé la réalisation de l'une quelconque des mesures et tâches de l'intervention I sur le nombre total de fois qu'un quelconque goulot d'étranglement (y compris les autres à préciser) a impacté négativement la réalisation de l'une quelconque des mesures et tâches de l'intervention I.
Score de Performance pour une intervention	Le Score de Performance SP(I) pour une Intervention I mesure la performance globale du Ministère dans la période sous revue pour cette intervention. Il est le rapport du nombre de « tâches/mesures » effectivement exécutées par le Ministère dans la période sous revue sur le nombre total de « tâches/mesures » programmées pour être effectuées dans cette même période.
Score de Performance d'un Ministère	Le Score de Performance SP(M) d'un Ministère M est la moyenne pondérée des scores de performance de ses interventions ; les poids étant ceux des interventions de ce Ministère.
Taux d'Exécution Physique	Le Taux d'Exécution Physique TEP d'une intervention au cours d'une période donnée est la somme des poids des mesures/tâches entièrement exécutées sous cette intervention au cours de la période.
Taux d'Exécution Physique d'un Ministère	le Taux d'exécution Physique d'un Ministère TEP(M), au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP des interventions dont la mise en œuvre relève de ce Ministère au cours de cette période, les poids étant ceux des interventions.
Taux d'Exécution Financière	Le Taux d'exécution financière (TEF) d'une intervention I au cours d'une période donnée est le ratio de la somme des montants ordonnancés et des montants programmés.
Taux d'Exécution Physique d'un OMD	Le Taux d'Exécution Physique d'un OMD TEP(OMD) au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP(M) des Ministères ou groupe de Ministères sous l'OMD au cours de cette période, les poids étant ceux des Ministères (ou groupe de Ministères).
Taux d'Exécution Physique du Plan d'Actions	Le Taux d'Exécution Physique du Plan d'Actions TEP(PA) au cours d'une période est la moyenne arithmétique des TEP des OMD au cours de cette période.

Annexe 2 : Méthodologie de calcul des indicateurs de suivi du plan d'actions

86. Le calcul des différents taux d'exécution est inspiré de la méthodologie harmonisée de calcul du Taux d'Exécution Physique (TEP) proposée par la Direction Générale de Suivi des Projets et Programmes (DGSP) en 2013.

Désignons par :

- I, une intervention ;
- M, un Ministère ;
- OMD, un OMD et ;
- PA, le Plan d'Actions.

1 Calcul du TEP d'une intervention au cours d'une période

87. Le TEP d'une intervention au cours d'une période donnée est la somme des poids des mesures/tâches entièrement exécutées sous cette intervention au cours de la période.

$$TEP(I) = \sum_{i=1}^k p_i \text{ des mesures entièrement exécutées}$$

avec (I) = intervention et p_i = poids de la mesure/tâche i , $i = 1, \dots, k$

2 Calcul du TEP d'un Ministère au cours d'une période

88. Le poids des différentes interventions au sein d'un Ministère étant connu, le TEP du Ministère au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP des interventions dont la mise en œuvre relève de ce Ministère au cours de la période. Autrement dit :

$$TEP(M) = \frac{1}{100} \sum_{i=1}^n p(I_i) * TEP(I_i)$$

avec (M) = Ministère, $p(I_i)$ = poids de l'intervention I_i , et $\sum_{i=1}^n p(I_i) = 100$, $i = 1, \dots, n$

3 Calcul du TEP d'un OMD au cours d'une période

89. En vue de faciliter le calcul du TEP d'un OMD, il a été jugé nécessaire de procéder à la pondération des Ministères et groupe de Ministères au sein de chaque OMD. Ainsi, en fonction de la nature, du nombre et du coût des interventions relevant de chaque Ministère

pour un OMD, les poids contenus dans le tableau 2 ci-après ont été attribués à chaque Ministère ou groupe de Ministères.

Tableau 34 : Pondération associée aux Ministères par OMD

OMD	MINISTERE/GROUPE DE MINISTERES	Poids (%)
OMD 1	MAEP	60
	MCMFEJF	40
TOTAL OMD 1		100
OMD 2 & 3	MEMP	55
	MESFTPRIJ	42
	MCAAT	3
TOTAL OMD 2& 3		100
OMD 4	SANTE INFANTILE	100
OMD 5	SANTE MATERNELLE	100
OMD 6	LUTTE CONTRE LE VIH, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES	100
OMD 7	ROUTES & TRANSPORTS	25
	ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	20
	EAU	35
	ENERGIE	20
TOTAL OMD 7		100

Source : DCSP-OMD

90. Le poids des différents Ministères ou groupe de Ministères pour un OMD étant connu, le TEP de l'OMD au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP des Ministères ou groupe de Ministères impliqués dans la mise en œuvre de l'OMD au cours de la période. Autrement dit :

$$TEP(OMD) = \frac{1}{100} \sum_{i=1}^n p(M_i) * TEP(M_i)$$

avec $p(M_i)$ = poids du Ministère (groupe de ministères) M_i , et $\sum_{i=1}^n p(M_i) = 100$, $i = 1, \dots, n$

4 Calcul du TEP du Plan d'Actions au cours d'une période

166. Pour l'ensemble du Plan d'Actions (PA), son TEP au cours d'une période donnée est la moyenne arithmétique des TEP des OMD au cours de la période, soit :

$$TEP(PA) = \frac{1}{6} \sum_{i=1}^6 TEP(OMD_i)$$

5 Calcul du Score de Performance pour une Intervention

91. Le Score de Performance (SP) pour une intervention SP(I) mesure la performance globale du Ministère dans un trimestre pour l'intervention. Il est le rapport du nombre de « tâches/mesures » effectivement exécutées par le Ministère dans le trimestre sur le nombre total de « tâches/mesures » programmées pour être effectuées au cours de cette même période. Si N désigne le nombre de tâches prévues pour être exécutées dans le trimestre et K le nombre de tâches effectivement exécutées (qui peuvent faire objet de vérification physique) par le Ministère, on a :

$$SP(I) = \frac{K}{N}$$

6 Calcul du Score de Performance d'un Ministère

92. Le Score de Performance (SP) d'un Ministère SP(M) est la moyenne pondérée des scores de performance de ses interventions, les poids étant ceux des interventions. Si α_i désigne le poids d'une intervention I_i donné, on a :

$$SP(M) = \sum_{i=1}^n \alpha_i SP(I_i)$$

où n désigne le nombre d'interventions du ministère.

7 Calcul du Poids d'un goulot d'étranglement pour une intervention PG(I)

93. Le Poids d'un goulot d'étranglement j nommé PG(I) pour une intervention I donnée est le rapport du nombre de fois que ce goulot a retardé la réalisation de l'une quelconque des mesures et tâches de l'intervention I sur le nombre total de fois qu'un quelconque goulot d'étranglement (y compris les autres à préciser) a impacté négativement la réalisation de l'une quelconque des « tâches/mesures » de l'intervention I .

94. Pour une intervention donnée I , soit j un goulot d'étranglement, $j = 1, \dots, 8$ et m une « tâche/mesure » de l'intervention I , $m = 1, \dots, k$.

G_{mj} la valeur de vérité du goulot j sur la mesure m ($G_{mj} = \text{où}$, pour j allant de 1 à 7, si le goulot j a impacté négativement la réalisation de la mesure m et $G_{mj} = \text{non}$ dans le cas contraire. Lorsque $j=8$ (c'est-à-dire pour le goulot « autres à préciser »), $G_{mj} = \text{où}$, si un autre goulot différent des sept premiers est mentionné pour avoir impacté négativement la

réalisation de la mesure m et $G_{mj} = \text{non}$ lorsque rien n'a été mentionné comme problème. On désigne par $\Pi_{(j)}$ la fonction définie par : $\mathbf{1}_{(G_{ij})} = 1$ si le goulot j a impacté négativement la réalisation de la mesure m et $\mathbf{1}_{(G_{ij})} = 0$ sinon. Le poids du goulot j dans l'ensemble des goulots d'étranglement qui ont ralenti la réalisation de l'intervention I , noté $PG(I)$ est donné par :

$$PG(I^j) = \frac{\sum_{m=1}^k \mathbf{1}_{(G_{mj})}}{\sum_{j=1}^8 \sum_{m=1}^k \mathbf{1}_{(G_{mj})}}$$

95. Les goulots d'étranglement retenus dans l'application sont : (i) les problèmes au niveau de la chaîne de passation des marchés (CCMP-DNCMP), (ii) le problème au niveau du contrôle financier, (iii) les grèves, (iv) les problèmes au niveau du décaissement des ressources, (v) la fermeture du SIGFIP, (vi) le problème Institutionnel (Régisseur, Coordonnateur), (vii) le retard dans la délégation des crédits et (viii) les autres à préciser.

8 Calcul du Poids d'un goulot d'étranglement pour un Ministère PG (M)

96. Le Poids d'un goulot d'étranglement pour un Ministère PG (M) est donné par la moyenne pondérée des Poids des goulots d'étranglement de ses interventions ; les pondérations étant celles des interventions pour le Ministère. On a donc :

$$PG(M^j) = \sum_{i=1}^n \alpha_i PG(I_i^j)$$

9 Définition et méthodologie de calcul de l'occurrence

97. **Définition :** L'occurrence des goulots d'étranglement (OG) est égal au rapport du nombre de fois que ces goulots ont négativement impacté la réalisation d'une mesure et/ou tâche sur le nombre total de fois possibles.

98. **La méthodologie de calcul :** Pour une intervention donnée i , $i=1, \dots, n$ (n étant le nombre d'interventions du Ministère considéré) ; soit j un goulot d'étranglement, $j = 1, \dots, 8$ et m une « tâche/mesure » de l'intervention i , $m = 1, \dots, k_i$.

G_{mj} la valeur de vérité du goulot j sur la mesure m ($G_{mj} = \text{oui}$, pour j allant de 1 à 7, si le goulot j a impacté négativement la réalisation de la mesure m et $G_{mj} = \text{non}$ dans le cas contraire). Lorsque $j=8$ (c'est-à-dire pour le goulot « autres à préciser »), $G_{mj} = \text{oui}$, si un autre goulot différent des sept premiers est mentionné pour avoir impacté négativement la réalisation de la mesure m et $G_{mj} = \text{non}$ lorsque rien n'a été mentionné comme problème. On désigne par $\Pi_{(j)}$ la fonction définie par : $\mathbf{1I}_{(G_{mj})} = 1$ si le goulot j a impacté négativement la réalisation de la mesure m et $\mathbf{1I}_{(G_{mj})} = 0$ sinon. L'occurrence des goulots d'étranglement d'une intervention i , noté $OG(i)$ est donnée par :

$$OG(i) = \frac{\sum_{j=1}^8 \sum_{m=1}^{k_i} \mathbf{1I}_{(G_{mj})}}{\sum_{j=1}^8 k_i}$$

L'occurrence des goulots d'étranglement du Ministère, noté $OG(M)$ est donnée par :

$$OG(M) = \frac{\sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^8 \sum_{m=1}^{k_i} \mathbf{1I}_{(G_{mj})}}{\sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^8 k_i}$$

Annexe 3 : Tableaux des taux d'exécution des interventions du Plan d'Actions

Tableau 35 : Niveau de réalisation des interventions du MAEP au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention A: Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires	8 124 870,000	7 418 417,5	62,02	91,31	52,50	87,99
Intervention B: Aménagements agricoles et sécurité foncière	293 314,660	60000,000	4,05	20,46	0	0
Intervention C: Mécanisation agricole et innovations technologiques	82 000,000	62000,00	2,25	75,61	2,75	22,00
Intervention D: Financement et marché	7 000,000	1120,000	0,51	16,00	0	0
Intervention E: Nutrition et sécurité alimentaire	40 175,000	30000,000	6,82	74,67	22,00	88,00
MAEP	8 547 359,660	7 551 537,5	44,91	88,58	26,22	74,53

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 36 : Niveau de réalisation des interventions du MCMEEJF au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention A: Renforcement des capacités d'autonomisation	982,892	350	8,90	35,61	7	28
Intervention B: Facilitation d'accès à l'emploi	536,642	158,376	7,71	29,51	7,70	28,95
MCMEEJF	1 519,534	508, 376	8,49	33,46	7,35	28,49

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 37 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 1 au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
MAEP	8 547,36	7 551,54	44,91	88,58	26,22	74,53
MCMEEJF	1 519,53	508,376	8,49	33,46	7,35	28,49
OMD 1	10 066,89	8 059,91	35,28	80,06	18,67	56,11

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 38 : Niveau de réalisation des interventions du MEMP au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention A: Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant un taux inférieur à la moyenne nationale les plus faibles taux net de scolarisation	6 724,027	6 622,777	86,03	98,49	16,00	64,00
Intervention B: Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif	0	0	0	0	0	0

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention C: Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés	0	0	0	0	0	0
Intervention D: Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants	7 003,763	1744,549	12,01	24,91	0	0
Intervention E: Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire	300,528	104,714	8,71	34,84	0	0
Intervention F: Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés	2 042,580	403,594	8,89	19,76	0	0
Intervention G: Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement	3 067,813	844,94	24,36	47,02	0	0
Intervention H: Rendre disponible et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques	2 085,919	980,785	1,42	17,12	0	0
Intervention I: Promouvoir le bien être en milieu scolaire	126,658	21,678	1,42	17,12	0	0
Intervention J: Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	0	0	0	0	0	0
Intervention K: Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement	22,000	0	0	0	0	0
Intervention L: Organiser les examens de fin de cycle	156,667	37,59	8,00	23,99	0	0
Intervention M: Améliorer la gestion pédagogique	0,000	0	0	0	0	0
Intervention N : Améliorer la gestion financière	0,000	0	0	0	0	0
Intervention O: Améliorer la gestion des ressources humaines	1,749	0	0	0	0	0
Intervention P : Renforcer le pilotage du système	55,739	0	0	0	0	0
Intervention Q: Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire	8,610	7,110	4,35	82,58	0	0
MEMP	21 596,052	10 767,736	24,08	49,86	1,28	5,12

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 39 : Niveau de réalisation des interventions du MESFTPRIJ au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention A : Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable	1332,816	187,490	14,04	90,58	9,40	33,66
Intervention B : Allocation équitable du personnel enseignant	0,000	0,000	0,00	-	-	-
Intervention C : Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire	3,000	0,000	0,00	0,00	10,00	100,00
Intervention D : Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)	1930,000	0,000	0,00	-	40,00	80,00
Intervention E : Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences	317,000	40,975	12,93	78,05	6,56	20,19
Intervention F : Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC	10,000	0,000	0,00	-	5	50
Intervention G : Accroissement de l'accès à l'ETFP	708,626	421,497	16,55	59,48	6,85	13,05
Intervention H : Recrutement et formation des enseignants et formateurs à l'ETFP	497,500	0,000	0,00	0,00	15,00	100,00
Intervention I : Développement des offres de formation professionnelle	13,750	0,446	0,89	3,24	2,00	11,61
Intervention J : Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements	14,000	0,000	0,00	-	5,00	100,00
Intervention K : Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général	0	3093,305	95,09	197,25	47,50	79,17
MESFTPRIJ	3 048,199	3 743,383	35,82	122,81	11,08	32,50

Tableau 40: Niveau de réalisation des interventions du MCAAT au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention C : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés	55,718	18,44	2,06	33,10	8,55	40,24
Intervention L : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	6,878	0	0,00	0,00	0,00	0,00
MCAAT	62,596	18,44	1,97	29,46	6,84	33,53

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 41 : Niveau de réalisation des interventions des OMD 2&3 au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
MEMP	21 596,052	10 767,736	24,08	49,86	1,28	5,12
MESFTPRIJ	3 048,199	3 743,383	35,82	122,81	11,08	32,50
MCAAT	62,596	18,44	1,97	29,46	6,84	33,53
OMD 2&3	24 706,85	14 529,56	25,90	58,81	5,56	17,47

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 42 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 4 au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention A: Prévention des pathologies des nouveau-nés (prévention de la prématurité, surveillance du travail de l'accouchement avec le partogramme et la prévention des infections)	3,8	0	0	0	0	0
Intervention B: Amélioration du mécanisme de référence des nouveau-nés	0	0	0	0	0	0
Intervention C: Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né	488,95	0	0	0	0	0
Intervention I: Renforcement de la disponibilité des intrants (équipements et médicaments)	0,375	0	0	0	0	0
Intervention J: Mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse de données du niveau communautaire et du secteur privé	0,6	0	0	0	0	0
Intervention L: Renforcement de compétence des RC	4,225	0	0	0	0	0
Intervention M: Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans	0	0	0	0	0	0
OMD 4	497,95	0	0	0	0	0

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 43 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 5 au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
"Intervention A: Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations Sanitaires et les hôpitaux"	6,44	0	0	0	0	0
Intervention B: Améliorer la couverture en accouchements assistés	691,689	0	0	0	0	0

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
OMD 5	706,024	0	0	0	0	0

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 44 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 6 au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
ENRAYER LA PROPAGATION DU VIH/SIDA						
Intervention A: Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	2,5	0	0	0	0	0
Intervention B: Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida	0	0	0	0	0	0
Intervention C: Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impact liés à l'OMD 6	0	0	0	0	0	0
Intervention D: Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG	0	0	0	0	0	0
ENSEMBLE ENRAYER LA PROPAGATION DU VIH/SIDA	2,5	0	0	0	0	0
ASSURER L'ACCES AUX TRAITEMENTS CONTRE LE VIH/SIDA						
Intervention A: Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH	100	100	6,97	100	10	50
Intervention B: Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH	0	-	-	-	-	-
Intervention C: Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH	1,25	0	0	0	0	0

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention D: Recrutement de personnels qualifiés pour les sites de prise en charge par des PVVIH	47,23	47,23	25	100	25	100
ENSEMBLE ASSURER L'ACCES AUX TRAITEMENTS CONTRE LE VIH/SIDA	148,48	147,23	7,02	99,16	5,20	53,20
PALUDISME						
Intervention A: Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014 (accès universel)	53,5	0	0	0	0	0
Intervention B: Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an	27	0	0	0	0	0
Intervention C: Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	635,237	204,82	6,77	32,24	11,13	47,59
TOTAL PALUDISME	715,37	204,82	2,86	28,62	6,12	24,14
TUBERCULOSE						
Intervention B: Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs	34,385	25,798	6,99	75,03	9,5	100
Intervention C: Formation / recyclage chaque deux ans des prestataires des centres diagnostic de la tuberculose	1,5	1,5	4,69	100	13,33	100
TOTAL TUBERCULOSE	35,885	27,298	6,81	76,07	11,68	100
ENSEMBLE MAITRISER LE PALUDISME ET AUTRES GRANDES MALADIES	751,255	232,118	3,07	30,9	8,62	58,28
OMD 6	902,235	379,348	3,88	40,05	5,58	38,21

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 45 : Niveau de réalisation des interventions du MTPT et du MEMIP au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
ROUTES ET TRANSPORTS						
MTPT						
Intervention A : Réhabilitation de 10"300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou	1 709,92	1 209,922	12,10	70,76	9,50	25,85
Intervention B : Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin	470	7,500	0,63	1,60	10,00	90,91
Intervention C : Poursuite et achèvement du désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégus	20	0,00	0,00	0,00	16,00	64,00
Intervention D : Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon	400	476,952	4,78	119,24	42,00	80,77
TOTAL MTPT	2 599,922	1 694,37	7,71	65,17	18,40	55,84
MEMIP						
Intervention E : Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme	234 749,00	6,4425	0,91	2,74	10,75	43
TOTAL MEMIP	234,749	6,4425	0,91	2,74	10,75	43
ROUTES ET TRANSPORTS	2 834,67	1 700,81	7,5	60	14,58	49,42

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 46 : Niveau de réalisation des interventions du MECGCCRPNF et du MUHA au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE						
MECGCCRPNF						
Intervention A : Intensification des actions de reboisement	107,400	134,833	4,22	125,54	2,00	80,00

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
TOTAL MECGCCRPRNF	107,400	134,833	4,22	125,54	2,00	80,00
MUHA						
Intervention B : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes	2180,71	858,937795	3,70	39,37	9,04	48,21
Intervention C : Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées	158,5	454,725	20,21	286,90	12,40	82,94
Intervention D : Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre	4,25	0	0,00	0,00	6,90	26,46
TOTAL MUHA	2343,500	1 313,22	5,10	56,04	9,67	52,16
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	2450,9	1448,053	5	59,08	5,84	66,08

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 47 : Niveau de réalisation des interventions du MERPMEDER secteur EAU au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention A : Augmentation du nombre de points d'eau principalement dans les départements à faible taux d'accès	120,685	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Intervention B : Accélération de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	108,756	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Intervention C : Renforcement des capacités des Communes en tant que maître d'ouvrage et de leurs partenaires clés	782,248	8	0,25	1,02	4,00	4,76
Intervention E : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri urbain	506,348	1 467,231	17,75	289,77	13,50	59,34
Intervention F : Amélioration de l'accès des couches défavorisées de	0	202,913	53,91	100%	20,00	80,00

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
la population urbaine et péri urbaine à l'eau par des branchements à coûts réduits						
TOTAL EAU	1 518,036	210,913	1,11	13,89	8,45	29,89

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 48 : Niveau de réalisation des interventions du MERPMEDER secteur ENERGIE au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
Intervention A : Développement de l'électrification rurale	0	0	0,00	-	2,50	14,29
Intervention B : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine	75,749	28,897	0,76	38,15	7,50	65,22
Intervention C : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	0	0	0	-	25,00	100,00
Intervention D : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	55	0	0	0,00	2,75	12,94
TOTAL ENERGIE	130,749	28,897	0,34	22,10	9,68	49,09

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Tableau 49 : Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 7 au 31 mars 2015

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
ROUTES ET TRANSPORTS						
MTPT						
Intervention A : Réhabilitation de 10"300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou	1 709,92	1 209,922	12,10	70,76	9,50	25,85
Intervention B : Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin	470	7,500	0,63	1,60	10,00	90,91
Intervention C : Poursuite et achèvement du désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégus	20	0,00	0,00	0,00	16,00	64,00
Intervention D : Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon	400	476,952	4,78	119,24	42,00	80,77
TOTAL MTPT	2 599,922	1 694,37	7,71	65,17	18,40	55,84
MEMIP						
Intervention E: Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme	234 749,00	6,4425	0,91	2,74	10,75	43
TOTAL MEMIP	234,749	6,4425	0,91	2,74	10,75	43
ROUTES ET TRANSPORTS	2 834,67	1 700,81	7,5	60	14,58	49,42
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE						
MECGCCRPRNF						
Intervention A : Intensification des actions de reboisement	107,400	134,833	4,22	125,54	2,00	80,00
TOTAL MECGCCRPRNF	107,400	134,833	4,22	125,54	2,00	80,00
MUHA						
Intervention B : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes	2180,71	858,937795	3,70	39,37	9,04	48,21
Intervention C : Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées	158,5	454,725	20,21	286,90	12,40	82,94
Intervention D: Promotion de l'offre de logements à moindre	4,25	0	0,00	0,00	6,90	26,46

Interventions	Montant programmé	Montant ordonnancé	Exécution financière (%)		Exécution physique (%)	
			Base annuelle	Base période sous revue	Base annuelle	Base période sous revue
coût au plus grand nombre						
TOTAL MUHA	2343,500	1 313,22	5,10	56,04	9,67	52,16
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	2450,9	1448,053	5	59,08	5,84	66,08
EAU						
Intervention A : Augmentation du nombre de points d'eau principalement dans les départements à faible taux d'accès	120,685	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Intervention B : Accélération de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	108,756	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Intervention C : Renforcement des capacités des Communes en tant que maître d'ouvrage et de leurs partenaires clés	782,248	8	0,25	1,02	4,00	4,76
Intervention E : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri urbain	506,348	1 467,231	17,75	289,77	13,50	59,34
Intervention F : Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et péri urbaine à l'eau par des branchements à coûts réduits	0	202,913	53,91	100%	20,00	80,00
TOTAL EAU	1 518,036	210,913	1,11	13,89	8,45	29,89
ENERGIE						
Intervention A : Développement de l'électrification rurale	0	0	0,00	-	2,50	14,29
Intervention B : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine	75,749	28,897	0,76	38,15	7,50	65,22
Intervention C : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	0	0	0	-	25,00	100,00
Intervention D : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	55	0	0	0,00	2,75	12,94
TOTAL ENERGIE	130,749	28,897	0,34	22,10	9,68	49,09
OMD 7	6 934,36	3 388,67	4,28	48,87	9,71	45,85

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2015

Annexe 4 : Liste des participants à l'atelier de Validation des données de suivi des interventions OMD

Liste des participants à l'atelier de Validation des données de suivi des interventions OMD au titre du premier trimestre 2015, du 17 au 19 Juin 2015 à Porto-Novo

N°	Nom et Prénoms	Fonction/Structure de Provenance
1	ADICLES Venance	DPP/MESFTPRIJ
2	AGBOTON G. Abdel Aziz	Col/SEP/DPP/MAEP
3	AGOSSOU Jean Sagbo	CSE/DPP/MS
4	AHANDESSI Mélanie	Assistante MPR/CP-OMD-ODD
5	AÏDASSO Euloge	Ccom/MPR/CP-OMD-ODD/
6	ALINSATO Alastaire	DCSP/MPR/CP-OMD-ODD
7	ATOHOUN Habakuk	DPP/MCAAT
8	BAGOUDOU Bauro	C/CSE/MEMP
9	BOSSA Sourou Louis	C/SEPP/DPP/MUHA
10	DAKO Eloi Prosper	C/SEP/DPP/MECGCCRPRNF
11	EDON Cyriaque	DPP/MPR/CP-OMD-ODD
12	EKPE Mamadou	Collaborateur DPP/MPR/CP-OMD-ODD
13	GANTIN Philippe	SGM/MPR/CP-OMD-ODD
14	GODONOU Sèvèho Mathias	CSE/DPP/MS
15	GOHOUNGBE Franck	Collaborateur DCSP/MPR/CP-OMD-ODD
16	HATANGIMANA Candide P.	Collaboratrice DCSP/OMD
17	HINSON Finagnon	Coll/DPP/MEMIP
18	HOUESSINON Priam B. C.	Col/DRFM/MAEP
19	HOUSSOUKPE Clément	C/CSE/DPP/MERPMEDER
20	HOUETCHENOU Christian	DPB/DGB/MEFPD

N°	Nom et Prénoms	Fonction/Structure de Provenance
21	HOUNGBEDJI Ulrich	CDBED/DRFM /MEMIP
22	MISSIHOUN SOSSA Judicaël	C/CSEPP/DPP/MUHA
23	MOUSSE Carel Brian	Collaborateur DCSP/MPR/CP-OMD-ODD
24	TAMBAMOU Gerenimo	DAPP/MTPT
25	TCHEDJI Frédéric H.	C/DRFM/MTPT
26	TONATO A. Honoré	Col/DRFM/MECGCCRPNF
28	TOWANOU Marcellin	DRFM/MESFTPRIJ
29	VODOUGNON N. Ulrich H.	Membre/CSE-DPP/MTPT
30	ZAGA Séverin	Point Focal/DRFM/MUHA
31	ZANKPE D. Bertrand	Assistant DRFM/MPR/CP-OMD-ODD

Avant-Propos.....	i
Sommaire.....	ii
Résumé Exécutif.....	v
Introduction	1
I. METHODOLOGIE DE SUIVI DU PLAN D’ACTIONS : un cadre de suivi renforcé	3
II. NIVEAU DE REALISATION DU PLAN D’ACTIONS DE L’INITIATIVE 1000 JOURS PAR OMD AU 31 MARS 2015	5
2.1. Programmation des OMD dans le budget 2015.....	5
2.2. Situation de réalisation des Initiatives OMD au Bénin.....	6
2.3 Niveaux de réalisation des interventions de l’OMD 1	7
2.4 Niveaux de réalisation des interventions de l’OMD 2 et de l’OMD 3.....	9
2.5 Niveaux de réalisation des interventions de l’OMD 4.....	10
2.6 Niveau de réalisation des interventions de l’OMD 5	10
2.7 Niveau de réalisation des interventions de l’OMD 6	11
2.8 Niveau de réalisation des interventions de l’OMD 7	12
III. CORRESPONDANCE MATERIELLE DES REALISATIONS PHYSIQUES.....	15
3.1. Correspondance matérielle des réalisations physiques de l’OMD 1	16
3.1.1. <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MAEP.....</i>	<i>16</i>
3.1.2 <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MCMEEJF.....</i>	<i>17</i>
3.2 Correspondance matérielle des réalisations physiques de l’OMD 2 et 3	18
3.2.1 <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MEMP.....</i>	<i>18</i>
3.2.2 <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MESFTPRIJ.....</i>	<i>18</i>
3.2.3 <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MCAAT</i>	<i>22</i>
3.3. Correspondance matérielle des réalisations physiques de l’OMD 4.....	24
3.4. Correspondance matérielle des réalisations physiques de l’OMD 5.....	24
3.5 Correspondance matérielle des réalisations physiques de l’OMD 6.....	24
3.5.1 <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du Ministère de la Santé (MS), volet santé paludisme.....</i>	<i>24</i>
3.5.2 <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du Ministère de la Santé (MS), volet santé tuberculose.....</i>	<i>25</i>
3.5.3. <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du Ministère de la Santé (MS), volet santé VIH assurer.....</i>	<i>25</i>
3.5.4 <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du Ministère de la Santé (MS), volet santé VIH enrayer... ..</i>	<i>26</i>
3.6 Correspondance matérielle des réalisations physiques de l’OMD 7	26
3.6.1 <i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MTPT.....</i>	<i>26</i>

3.6.2	<i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MEMIP</i>	28
3.6.3	<i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MECGCCRPRNF</i>	29
3.6.4	<i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MUHA</i>	32
3.6.5	<i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MERPMEDER (eau)</i>	37
3.6.6	<i>Correspondance matérielle des réalisations physiques du MERPMEDER (energie)</i>	38
IV.	ANALYSE DES PERFORMANCES DES MINISTÈRES ET SECTEURS OMD	42
4.1	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)	42
4.2	Ministère en charge de la Microfinance (MCMEEJF)	43
4.3	Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire (MEMP).....	43
4.4	Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire (MESFTPRIJ).....	44
4.5	Ministère en charge de l'Alphabétisation (MCAAT)	45
4.6	Ministère de la Santé.....	45
4.6.1	<i>Volet « Paludisme »</i>	45
4.6.2	<i>Volet « Tuberculose »</i>	46
4.6.3	<i>Volet « VIH Assurer »</i>	46
4.7	Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT)	47
4.8	Ministère en charge de l'Economie Maritime (MEMIP)	47
4.9	Ministère en charge de l'Environnement (MECGCCRPRNF).....	47
4.10	Ministère en charge de l'Urbanisme (MUHA)	48
4.11	Ministère en charge de l'Energie et de l'Eau (MERPMEDER)	48
4.11.1	<i>Secteur de l'Eau</i>	48
4.11.2	<i>Secteur de l'Énergie</i>	49
V.	ANALYSE DES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT À LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 1000 JOURS	51
VI.	PROPOSITION DE RECOMMANDATIONS	53
	Conclusion	55
	Annexe	56
	Annexe 1 : Lexique des éléments de suivi	57
	Annexe 2 : Méthodologie de calcul des indicateurs de suivi du plan d'actions	58
1	Calcul du TEP d'une intervention au cours d'une période	58
2	Calcul du TEP d'un Ministère au cours d'une période	58
3	Calcul du TEP d'un OMD au cours d'une période	58
4	Calcul du TEP du Plan d'Actions au cours d'une période	59
5	Calcul du Score de Performance pour une Intervention	60
6	Calcul du Score de Performance d'un Ministère	60
7	Calcul du Poids d'un goulot d'étranglement pour une intervention PG(I)	60
8	Calcul du Poids d'un goulot d'étranglement pour un Ministère PG (Mi)	61

Annexe 3 : Tableaux des taux d'exécution des interventions du Plan d'Actions 63
**Annexe 4 : Liste des participants à l'atelier de Validation des données de suivi des interventions OMD
75**
Table des matières 75